



LARUNS

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°2 DU PLU

G – Etude au titre de l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme, secteur « Quartier de Hourque »

Vu pour saisine de l'Autorité environnementale pour examen au cas par cas au titre des articles R.104-33 et suivants du code de l'urbanisme



Agence Publique de Gestion Locale
Service Intercommunal Territoires et Urbanisme
Maison des Communes - rue Auguste Renoir
B.P.609 - 64006 PAU Cedex
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47
Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
1. LE CONTEXTE.....	3
1.1. Le contexte règlementaire	3
1.1.1. La Loi Montagne	3
1.1.2. La révision allégée du PLU.....	3
1.1.3. L'objet de l'étude	4
1.2. Le contexte territorial.....	5
1.2.1. La localisation de la commune.....	5
1.2.2. L'organisation du territoire et paysages.....	6
1.2.3. Le profil environnemental.....	9
2. L'AMENAGEMENT DU QUARTIER DE HOURQUE.....	15
2.1. Les caractéristiques du site	15
2.1.1. Le quartier de Hourque.....	15
2.1.2. Les secteurs de projet.....	16
2.2. La présentation du projet	18
2.2.1. L'aménagement du secteur Nord.....	18
2.2.2. L'aménagement du secteur Sud	19
2.3. Les enjeux environnementaux du site	20
2.3.1. Les enjeux en termes de biodiversité et de patrimoine naturel.....	20
2.3.2. Les enjeux en termes de patrimoine culturel et de paysage.....	20
2.3.3. Les enjeux en termes de risques, nuisances et pollutions.....	24
2.3.4. Les enjeux en termes de ressources.....	29
3. LA COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS ENONCEES AU L.122-7 DU C.U.	31
3.1. La préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.....	31
3.2. La préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard	32
3.2.1. La préservation des espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard.....	32
3.2.2. La préservation des espaces et paysages caractéristiques du patrimoine culturel montagnard	33
3.3. La protection contre les risques naturels	34
4. LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE DANS LE DOCUMENT D'URBANISME	36
4.1. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation	36
4.2. Le règlement	37
4.2.1. Le projet de révision du règlement écrit	37
4.2.2. Le projet de révision du règlement graphique	42
5. CONCLUSION	43

1. LE CONTEXTE

1.1. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1.1.1. **La Loi Montagne**

La commune de Laruns est concernée par les dispositions de la Loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (modifiée par la Loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne).

Conformément aux dispositions de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme, en zone de montagne, « l'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées ».

Le Code de l'urbanisme prévoit cependant des exceptions au principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante. Selon le premier alinéa de l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme, l'urbanisation en discontinuité est possible si la réalisation d'une étude spécifique est intégrée au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette étude doit justifier que l'urbanisation en discontinuité de l'existant est compatible avec :

- le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières ;
- la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévues aux articles L.122-9 et L.122-10 du Code de l'urbanisme ;
- la protection contre les risques naturels.

Pour être valide, cette étude doit être soumise avant l'arrêt du projet de révision du PLU à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et de Sites (CDNPS) dont l'avis est joint au dossier d'enquête publique.

1.1.2. **La révision allégée du PLU**

La commune de Laruns dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal le 10 octobre 2018.

Ce document a, depuis, fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Deux procédures de modification approuvées successivement les 04/06/2021 et 09/08/2021.
- Une procédure de révision allégée approuvée le 19/07/2021.

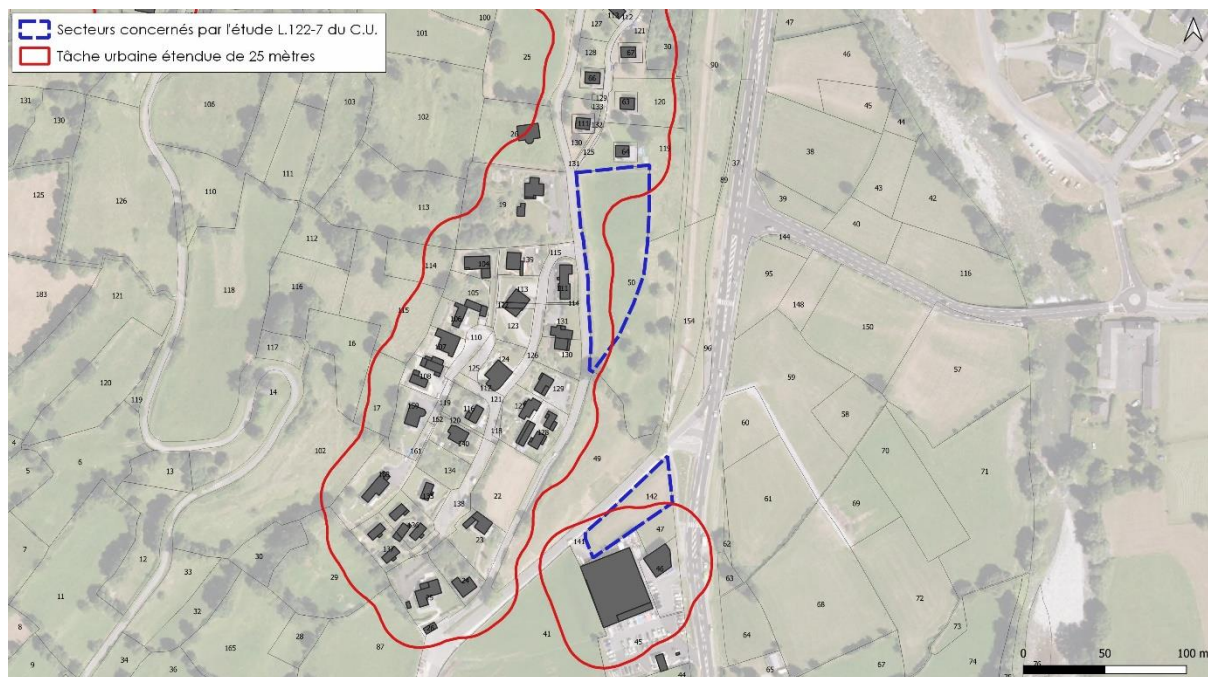
Par délibération en date du 28 février 2023, le Conseil Municipal a prescrit la révision du PLU suivant une procédure allégée en vue d'adapter les conditions d'aménagement de terrains situés aux quartiers de Hourque, Gerp et Gabas, et classés en zones UC et UD, en vue de satisfaire aux dispositions de l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme relatif à la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages aux abords de la RD 934.

1.1.3. L'objet de l'étude

La présente étude concerne deux secteurs situés au quartier de Hourque, au Nord du bourg de Laruns. Il s'agit de la parcelle cadastrée section AK n°142 pour le secteur Sud et de la parcelle cadastrée section AK n°50 pour le secteur Nord. Ces terrains sont classés en zone UC du PLU, correspondant à l'urbanisation plus récente en troisième couronne.

La commune souhaite étendre le lotissement de Bellevue sur le terrain du secteur Nord et profiter de la position d'entrée de ville du secteur Sud pour y installer des locaux d'activités, de services, de bureaux et d'équipements publics.

Toutefois, bien que ces terrains soient localisés à proximité du bourg communal, ils ne se situent pas directement en continuité du tissu urbain existant, au sens de la Loi Montagne.



Localisation des secteurs étudiés, en discontinuité de l'urbanisation existante. Réalisation : APGL.

Ainsi, compte tenu de la localisation géographique des secteurs concernés, et au regard du régime d'urbanisation en Loi montagne, il est nécessaire de réaliser l'étude prévue au titre du 1^{er} alinéa de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme, et de soumettre cette étude pour avis de la CDNPS, avant l'arrêt du projet de révision allégée du PLU.

1.2. LE CONTEXTE TERRITORIAL

1.2.1. La localisation de la commune

La commune de Laruns se situe en région Nouvelle-Aquitaine, au Sud-Est du département des Pyrénées-Atlantiques.

Avec une superficie de 24896 ha et ses 35 km de long, le territoire communal se place en troisième position des communes les plus étendues de France métropolitaine.

Laruns s'organise autour d'un bourg principal et de nombreux hameaux et quartiers : Geteu, Gêtre, Pon, Espalungue, Eaux-Chaudes, Goust, Gabas, Miegébat et Artouste-village.

Ce vaste territoire comprend une partie du Parc National des Pyrénées, le Pic du Midi d'Ossau, le Pic de Ger et le Pic de la Sagette ainsi que plusieurs lacs.

La limite Sud de la commune est constituée par la frontière avec l'Espagne. Elle s'ouvre au Nord par la vallée du Gave d'Ossau, et jouxte à l'Est les Hautes-Pyrénées et à l'Ouest la ligne de crêtes qui séparent la vallée d'Ossau de la vallée d'Aspe.

Laruns est traversée par la route départementale RD934 qui relie Pau à la frontière Espagnole ainsi que par la route départementale RD918 qui la connecte à Argelès-Gazost.

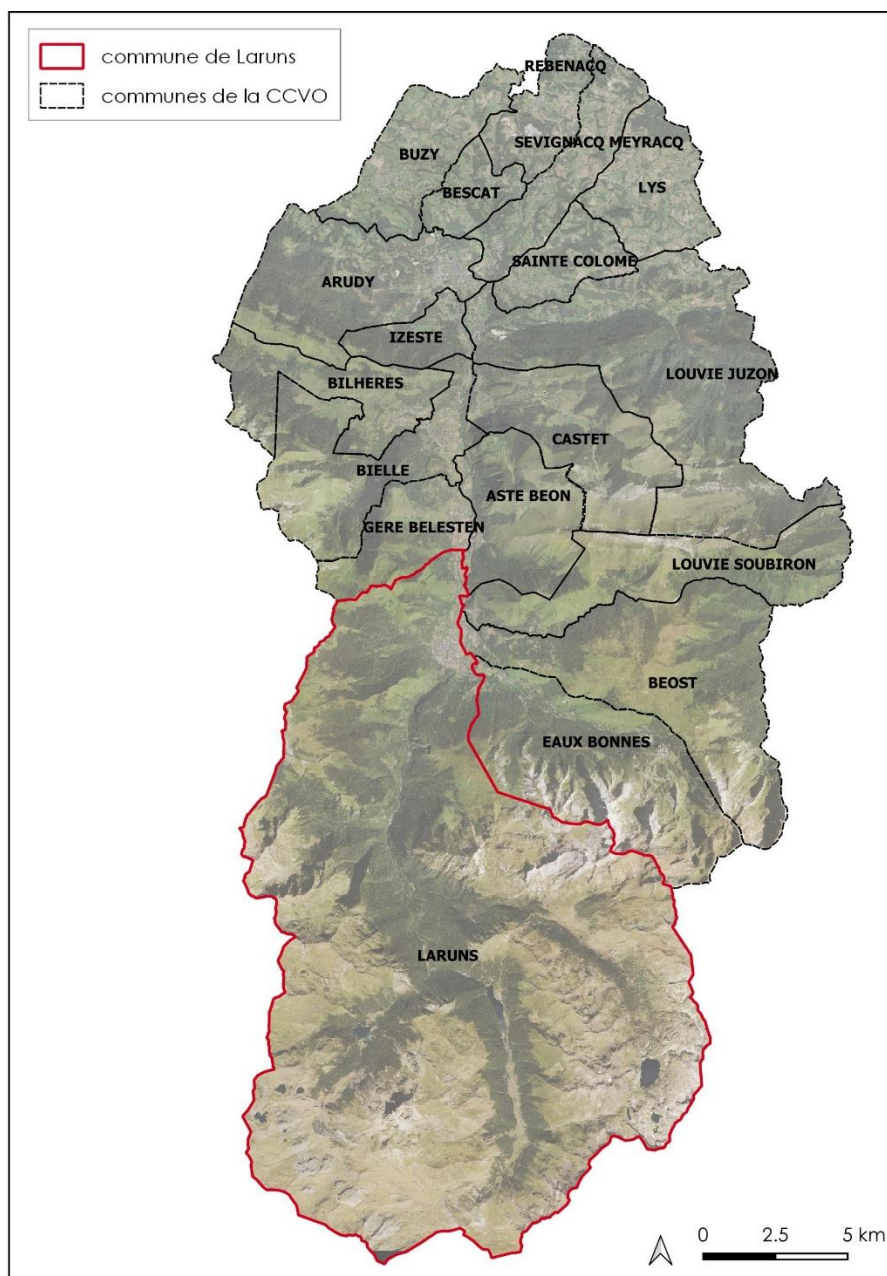
La commune constitue un pôle de service rural. Elle est le centre du bassin de vie qu'elle dessert.



Localisation de la commune sur le département des Pyrénées-Atlantiques. Réalisation : APGL.

Laruns est une commune du Pays d'Oloron dans le Haut Béarn, qui fait partie de la Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau.

La CCVO a été créée en 2009. Elle regroupe 18 communes (dont notamment les 8 communes du canton de Laruns) et comptait 9 688 habitants en 2020 (chiffre INSEE).



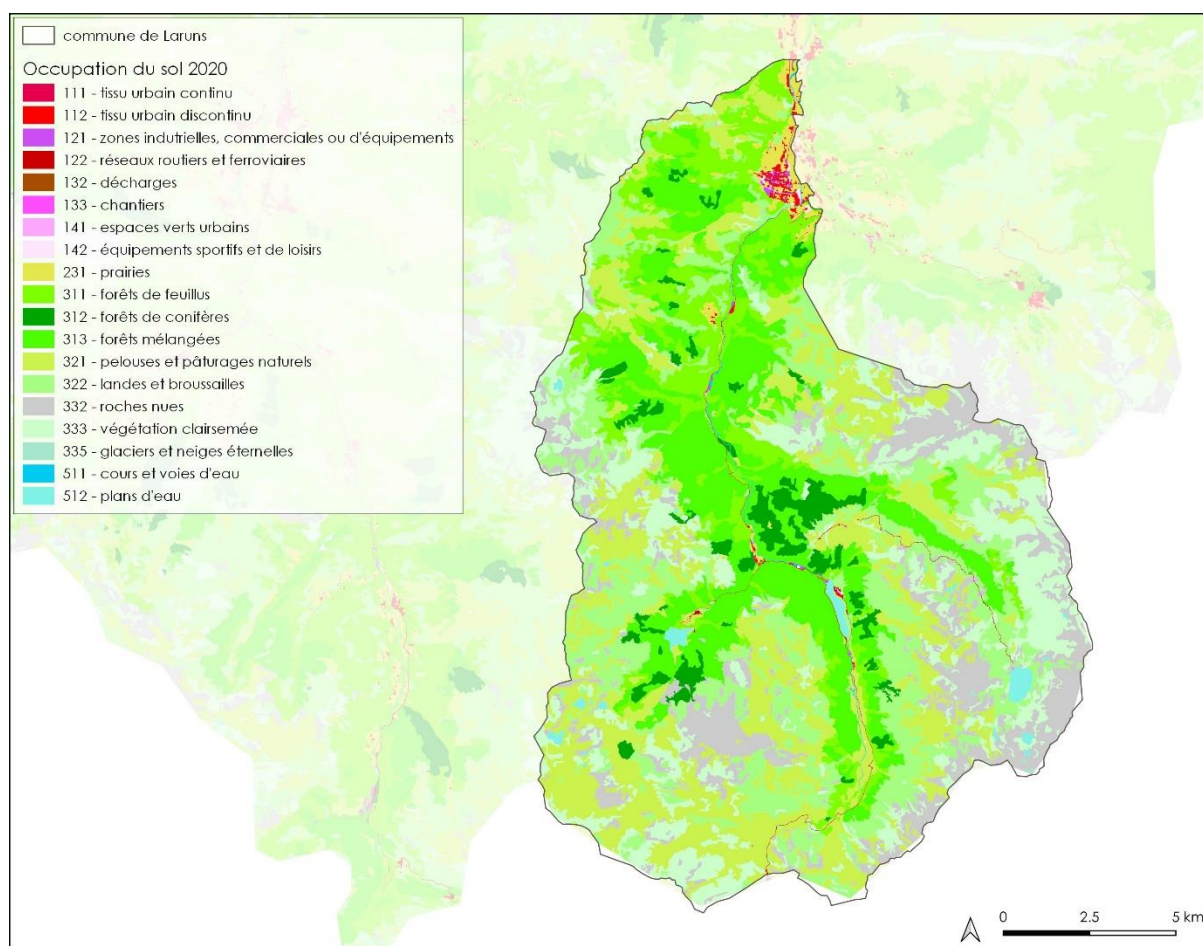
Localisation de la commune de Laruns sur le territoire de la CCVO. Réalisation : APGL.

1.2.2. L'organisation du territoire et paysages

Laruns est une commune-vallée avec un territoire de montagne dominé par des milieux naturels.

Le territoire communal qui représente 24 896 ha, se répartit en :

- 110 ha de territoires artificialisés, soit 0,44% du territoire communal,
- 228 ha de territoires agricoles, soit 0,92% du territoire communal,
- 24 411 ha de forêts et milieux semi-naturels, soit 98,11% du territoire communal,
- 132 ha de surfaces en eau, soit 0,53% du territoire communal,
- 0 ha de zone humide, soit 0% du territoire communal.



Occupation du sol 2020 sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

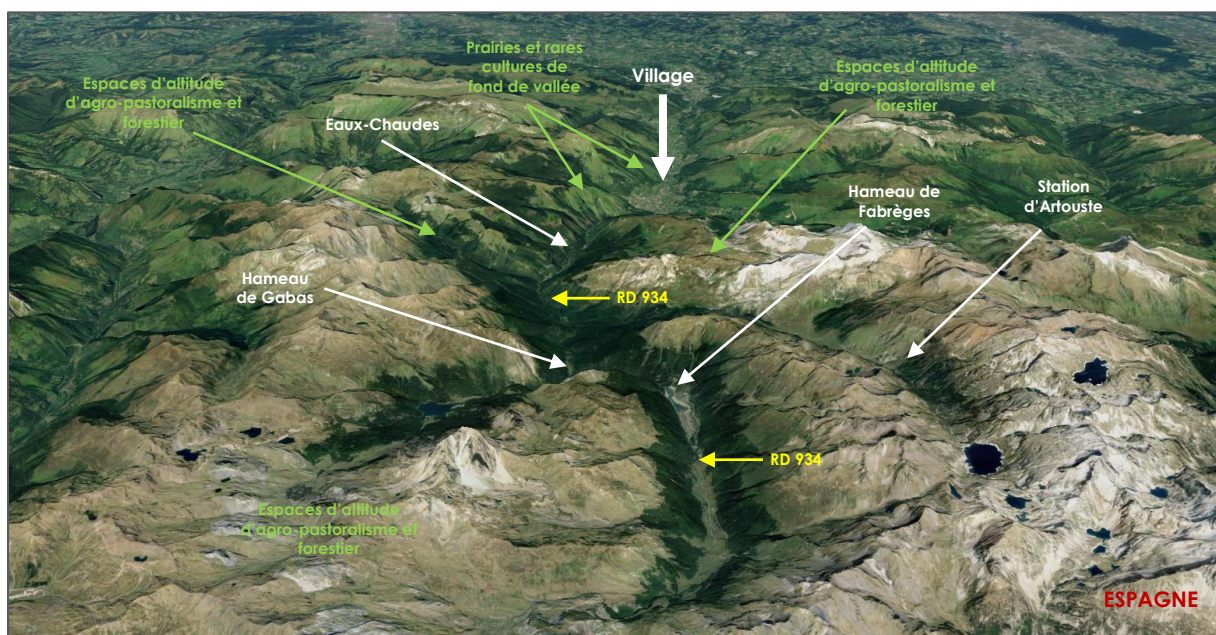
Le territoire communal inclus le massif du Pic du Midi d'Ossau et les contreforts du massif du Balaïtous qui constituent les derniers massifs qui culminent ou approchent les 3000 m vers l'ouest de la chaîne des Pyrénées.

L'altitude de la commune varie entre 500 m et 2974 m (Pic Palas).

Situé à l'extrémité amont de la basse vallée du gave d'Ossau, à une altitude moyenne de 500 m, le bourg de Laruns se localise au niveau des débouchés de la Vallée du Valentin et des Gorges du Hourat. La commune est dominée à l'Ouest par le rocher des Cinq Monts et le Pic Béoutis qui culminent respectivement à 1882 et 1889 m d'altitude.

Ce relief de moyenne montagne se développe au Sud de manière plus progressive, notamment dans le secteur délimité par le ruisseau l'Arrioutort et le Gave d'Ossau : les altitudes s'élèvent graduellement jusqu'à 1252 m pour la montagne de Pan, 1713 m pour le Pic de la Gentiane et 1750 m pour le Pic de Bouzesy.

Le contraste paysager s'accroît ensuite plus à l'Est, dans la zone limitrophe de la commune des Eaux-Bonnes et département des Pyrénées-Atlantiques, avec l'apparition de la haute montagne : les pics de Pambassibé, d'Amoulat et du Ger qui culminent à des hauteurs de 2378 m, 2594 m et 2613 m sont très caractéristiques avec leurs versants abrupts et dénudés.



Description synthétique de l'organisation du territoire. Réalisation : APGL.

Le paysage est en premier lieu issu de l'histoire géologique ancienne (surrection de la chaîne des Pyrénées) ou récente (sculpture des reliefs par les glaciers), et en second lieu des activités humaines ; la majeure partie du paysage est en effet le témoin direct de l'utilisation, ou de la non-utilisation, du territoire par l'homme.

Les points clefs des paysages du Haut Béarn sont :

- Un relief très lisible à l'orientation très marquée Nord/Sud de la vallée et caractéristique des vallées glaciaires en U : des vallons très ouverts succèdent à des pincements marqués par des défilés.
- La géologie à ciel ouvert : roches volcaniques, formations calcaires, plissements, falaises granitiques, galets roulés des gaves, etc. La roche est une constante colorée et rude de ces paysages.
- Un climat humide et frais, des paysages très verdoyants,
- L'eau omniprésente : de la glace à la neige, jusqu'à l'eau thermale,
- Une économie pastorale vivace qui se lit dans l'étagement de l'implantation humaine et de la végétation.
- Le dernier pays de l'ours.

L'histoire de la commune, et plus largement de la Vallée d'Ossau, est d'abord marquée par la date - 5000 ans avant le présent, à laquelle apparaissent les premières traces d'élevage et d'agriculture.

Le système ossalois, qui correspond à des défrichements des parties hautes des forêts et des replats ainsi que de certains versants Sud en vue d'étendre les zones de pacage et d'installer des zones de cultures vivrières surtout dans les fonds de vallée, se met en place il y a 3000 ans.

Cette organisation géographique, conjointe à la nécessité de faire migrer les troupeaux en saison hivernale, par exemple vers les Landes du Pont-long au Nord de Pau, conditionne aussi bien les structures sociales et économiques de la vallée que son histoire.

Laruns était une ville étape importante pour les pèlerins se rendant à Saint Jacques de Compostelle. Le véritable essor touristique a été donné sous le second empire par le développement du thermalisme aux Eaux-Chaudes.

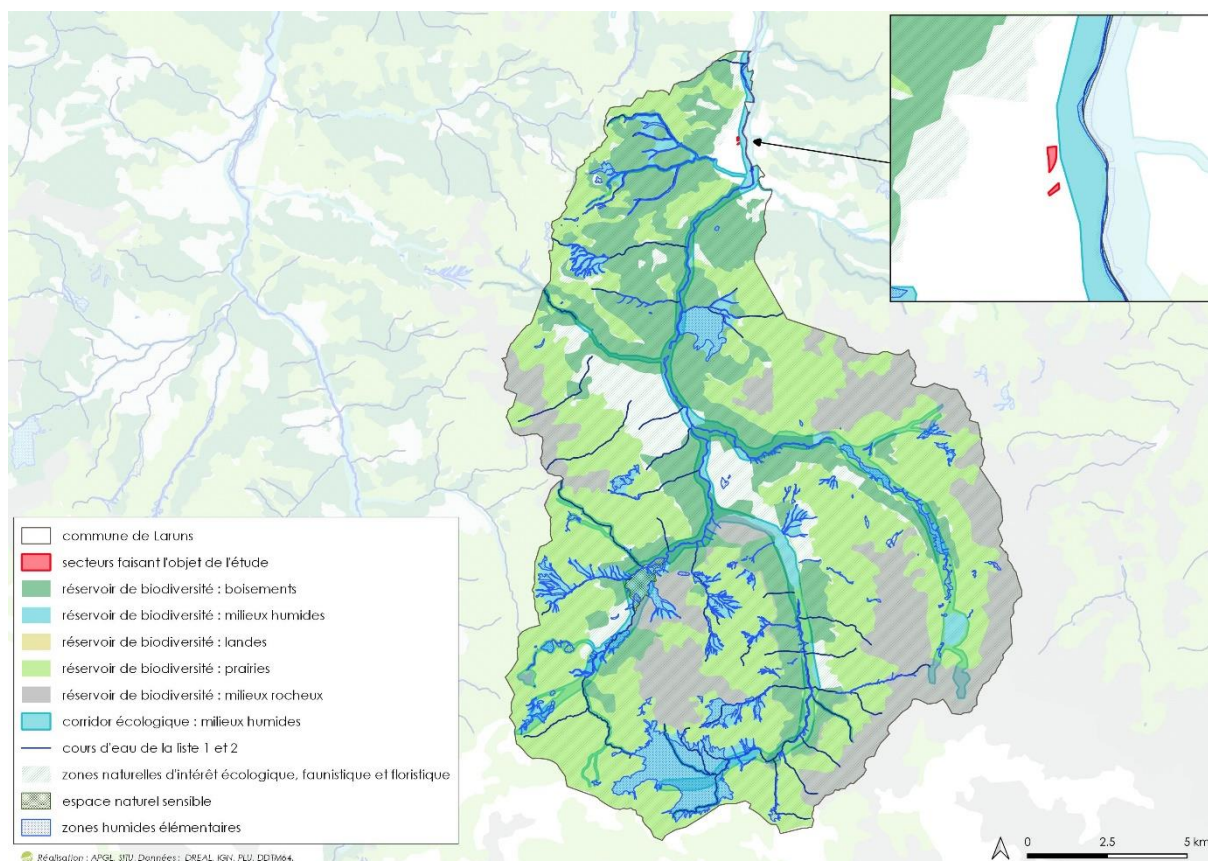
Plusieurs constructions témoignent de ce passé riche, religieux et thermal, telles que le château d'Espalungue, les églises Saint-Pierre et Sainte-Trinité, l'hôpital de Gabas ou les thermes des Eaux-Chaudes.

1.2.3. Le profil environnemental

La combinaison de multiples facteurs physiques, tels que le relief, l'eau, le sol, le climat, créant un socle sur lequel l'homme développe des activités agricoles et pastorales, conduit à la présence d'un territoire à forte valeur environnementale.

1.2.3.1 Biodiversité et patrimoine naturel

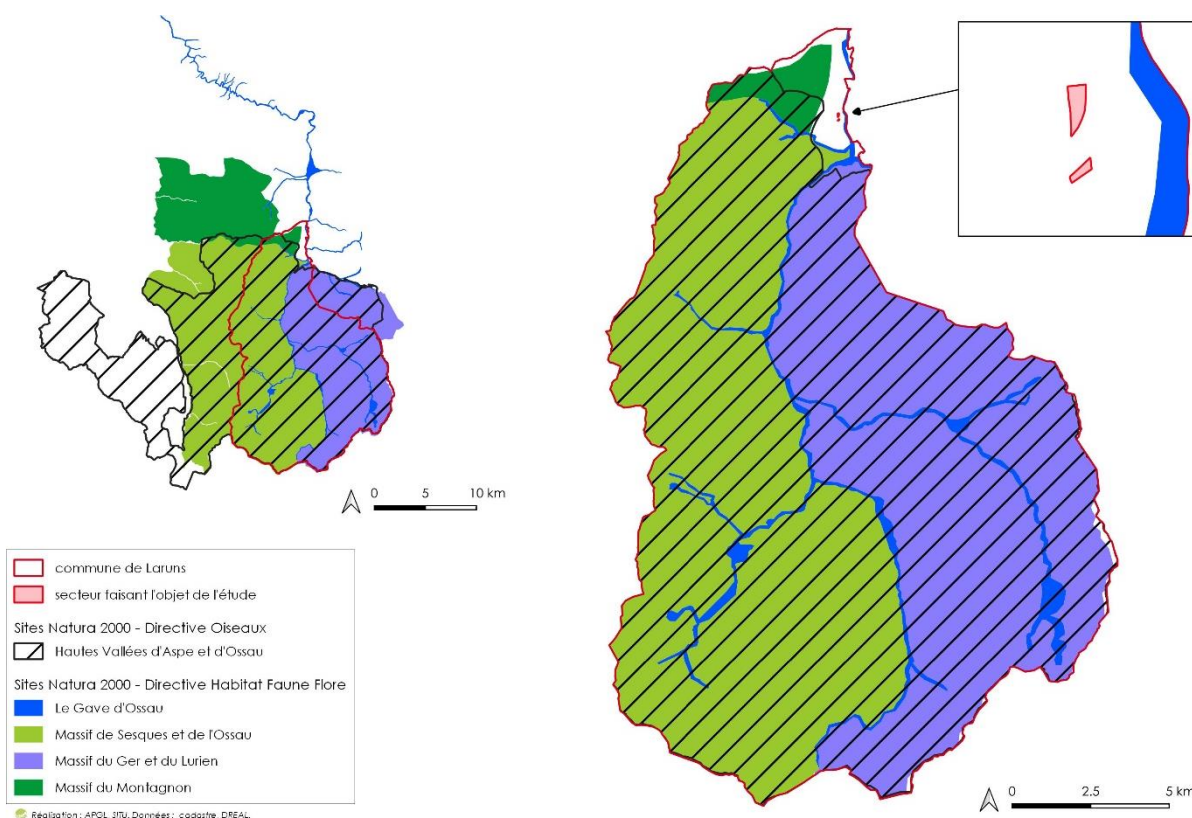
Réserve naturelle régionale ou nationale, parc naturel régional ou national	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, Zone importante pour la conservation des oiseaux	<p>ZNIEFF I Massif du Pic du Midi d'Ossau (720008869) ZNIEFF I Vallée Glacière du Soussouéou (720009050) ZNIEFF I Hêtraie-Sapinière de la Vallée d'Ossau (720030062) ZNIEFF I Massif du Pic Sesques (720008886) ZNIEFF I Versant Ouest du Lurien, de Soques et de Peyrelue (720012966) ZNIEFF I Massif calcaire du Pic de Ger (720009048) ZNIEFF I Réseau hydrographique du Gave d'Ossau à l'amont d'Arudy et ses rives (720030080) ZNIEFF II Vallée d'Ossau (720009049) ZNIEFF II Réseau hydrographique de Gave d'Oloron et de ses affluents (720012972)</p> <p>Ces différents périmètres d'inventaires écologiques ont servi de base à la délimitation des sites Natura 2000. Les caractéristiques environnementales et intérêts écologiques des ZNIEFF sont semblables aux sites Natura 2000 des Directives Habitat et Oiseaux.</p>
Arrêté de protection de biotope	
Espace naturel sensible	Identification de milieux ouverts et semi-ouverts sur Bious-Artigues en espace naturel sensible.
Réservoirs/Continuités écologiques repérés par un document de rang supérieur	<p>Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine relève la présence de nombreux réservoirs de biodiversité sur la commune, au titre de plusieurs sous-trame :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Milieux rocheux d'altitude - Multi sous-trames - Pelouses et prairies de piémont et d'altitude - Boisements de feuillus et forêts mixtes - Milieux humides <p>Il relève également la présence des corridors écologiques « Milieux humides » et « Landes ».</p> <p>Le Gave d'Ossau et ses affluents, les gaves de Brousset et de Bious, et le ruisseau du Soussouéou sont identifiés comme des corridors écologiques de la trame bleue (liste 1).</p>
Zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation ou repérées par un document de rang supérieur	<p>Le territoire présente un intérêt pour la présence de milieux humides comme le témoigne les ZNIEFF.</p> <p>La tourbière d'Anzé a également été localisée sur la commune, par le CEN Nouvelle-Aquitaine.</p>
Forêt de protection / EBC	



Carte du patrimoine naturel sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

1.2.3.2 Natura 2000

Directive Habitat, Faune, Flore	4 zones spéciales de conservation sont présentes sur le territoire : <ul style="list-style-type: none"> - Le Massif du Ger et du Lurien (FR-7200743) - Le Massif de Sesques et de l'Ossau (FR-7200744) - Le Massif du Montagnon (FR-7200745) - Le Gave d'Ossau (FR-7200793)
Directive Oiseaux	1 zone de protection spéciale est présente sur la commune : <ul style="list-style-type: none"> - Les Hautes vallées d'Aspe et d'Ossau (FR-7210087)

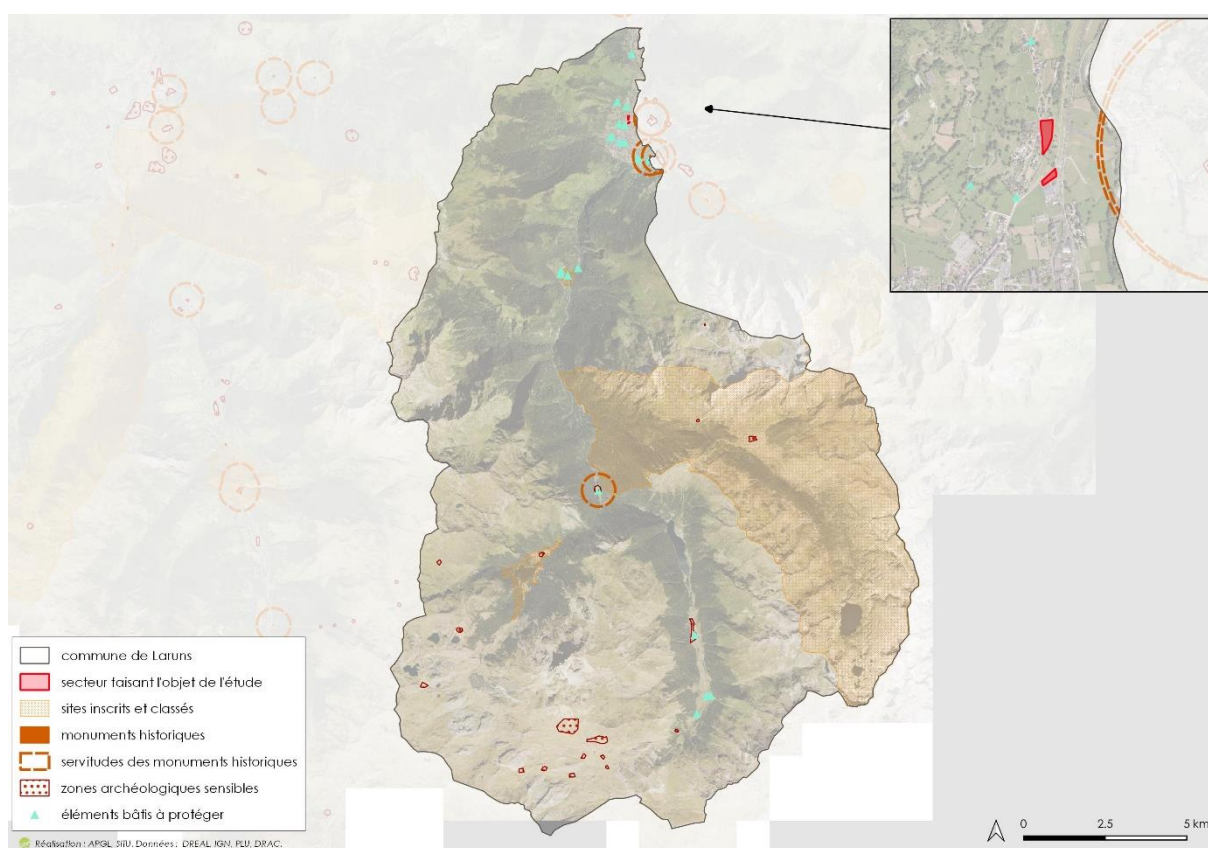


Localisation des sites Natura 2000 sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

1.2.3.3 Patrimoine culturel et paysager

Monuments historiques	<p>Deux monuments historiques sont présents sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Chapelle de Gabas inscrite le 9 mai 1957 - Le Château d'Espalungue inscrit le 4 mars 2016 <p>Le territoire est impacté par les servitudes de protection des monuments historiques situés sur les communes voisines d'Eaux-Bonnes (Chapelle d'Assouste) et de Béost (Château et Eglise Saint-Jacques le Majeur).</p>
Eléments inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	
Zones archéologiques sensibles	<p>18 zones sont recensées sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grotte de Pouey : grotte sépulcrale de l'Age du Bronze - Lac Castérou : atelier lithique du Néolithique - Lac Roumassot : enclos funéraire de l'Age du Bronze - Aas de Bielle : atelier lithique du Néolithique - Anéou Peyreget : enclos funéraires protohistoriques - Cabane Lalague : tumulus protohistorique - La pène de Laglère : tumulus protohistorique - Plat de la Gradillère enclos funéraire, tumulus protohistorique - Las Quebottes de Brousset : enclos funéraire protohistorique - Turoun Bouchous : dolmen du chalcolithique - Le Pluviomètre : menhir protohistorique - Sentier de Loustrebes : tumulus protohistoriques - Cabane de Senescau : enclos funéraire protohistorique - Oelh Clucat : tumulus protohistorique - Bious Oumettes : enclos funéraire de l'Age du Fer - Plateau du Cézy : grotte sépulcrale de l'Age du Bronze - Soussouéou : tumulus protohistorique - Chapelle de Gabas : chapelle et hôpital du XII^{ème} siècle

Sites inscrits, classés	<p>2 sites classés sont présents sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Plateau de Bious-Artigues dans la Haute-Vallée d'Ossau - La Vallée de Soussouéou classé le 6 mai 1995 <p>1 site inscrit est présent sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Cascade de Goust et le lieu-dit Quartier Pont d'Enfer inscrit le 15 avril 1976
ZPPAUP / AVAP / SPR / PSMV / Plan Paysage	
Autres patrimoines bâtis communaux à préserver	<p>Casa de Brousset, cantine et cabane voutée de Soques, Cromlech de Las Quebos, lavoir de Gabas, lavoir de Geteu, lavoir et moulin d'Eaux-Chaudes, lavoir d'Hourque, lavoir de Plaisance, lavoir de Bourgneuf, fontaine et abreuvoir de Goust, fontaine du Curé, abreuvoir de Gêtre, abreuvoir de List, abreuvoir de Biale, abreuvoir de Pon Baylocq, abreuvoir de Pon Baylou, abreuvoir d'Espalungue, moulin de Rouvrais</p>

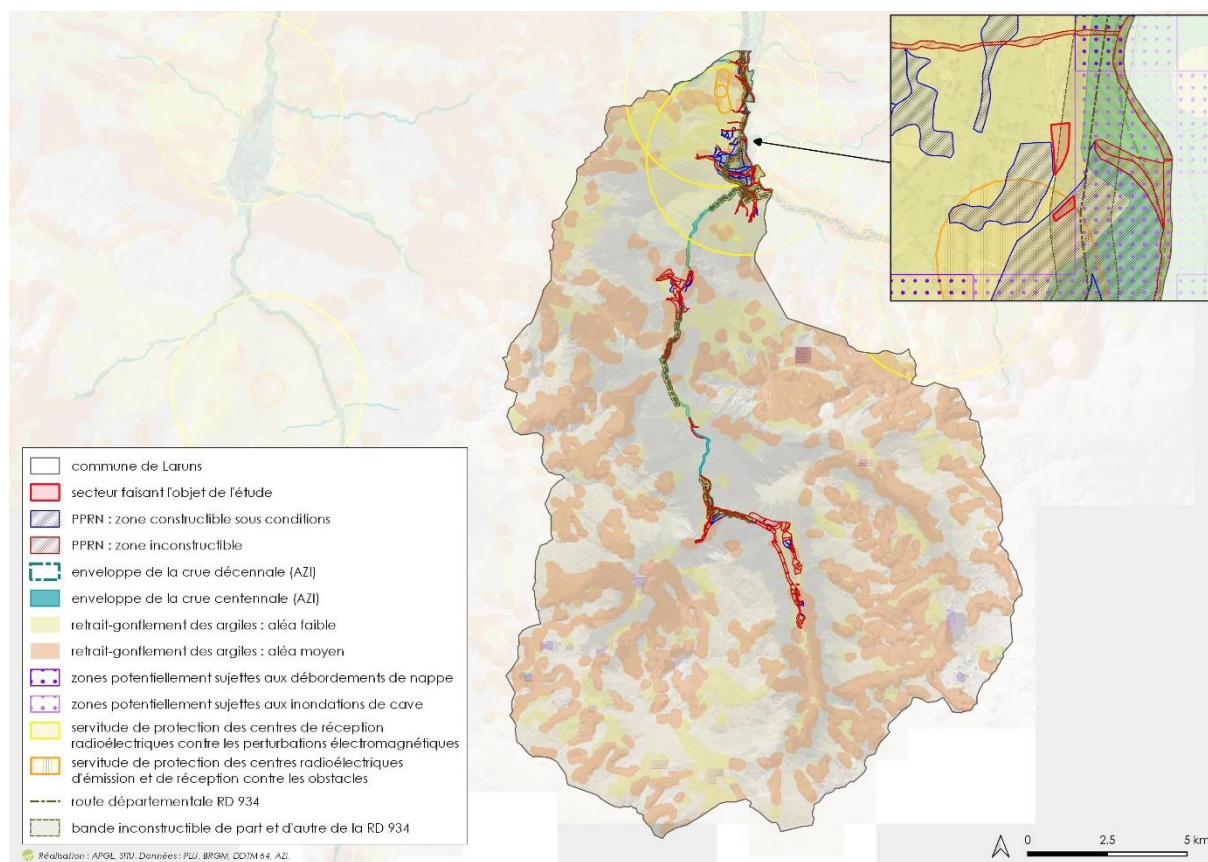


Carte du patrimoine culturel sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

1.2.3.4 Risques, nuisances et pollutions

Plan de prévention des risques naturels	<p>Présence d'un Plan de Prévention des Risques Naturels, approuvé le 14 novembre 2013. Il concerne les risques d'avalanches, d'inondation, de séisme et de chutes de blocs.</p>
Atlas départemental des zones inondables	<p>AZI 10^{ème} phase, Gaves d'Aspe et d'Ossau (crue décennale), novembre 2010. AZI 1^{ère} et 10^{ème} phase, Gaves d'Aspe et d'Ossau (crue centennale), novembre 2010.</p>

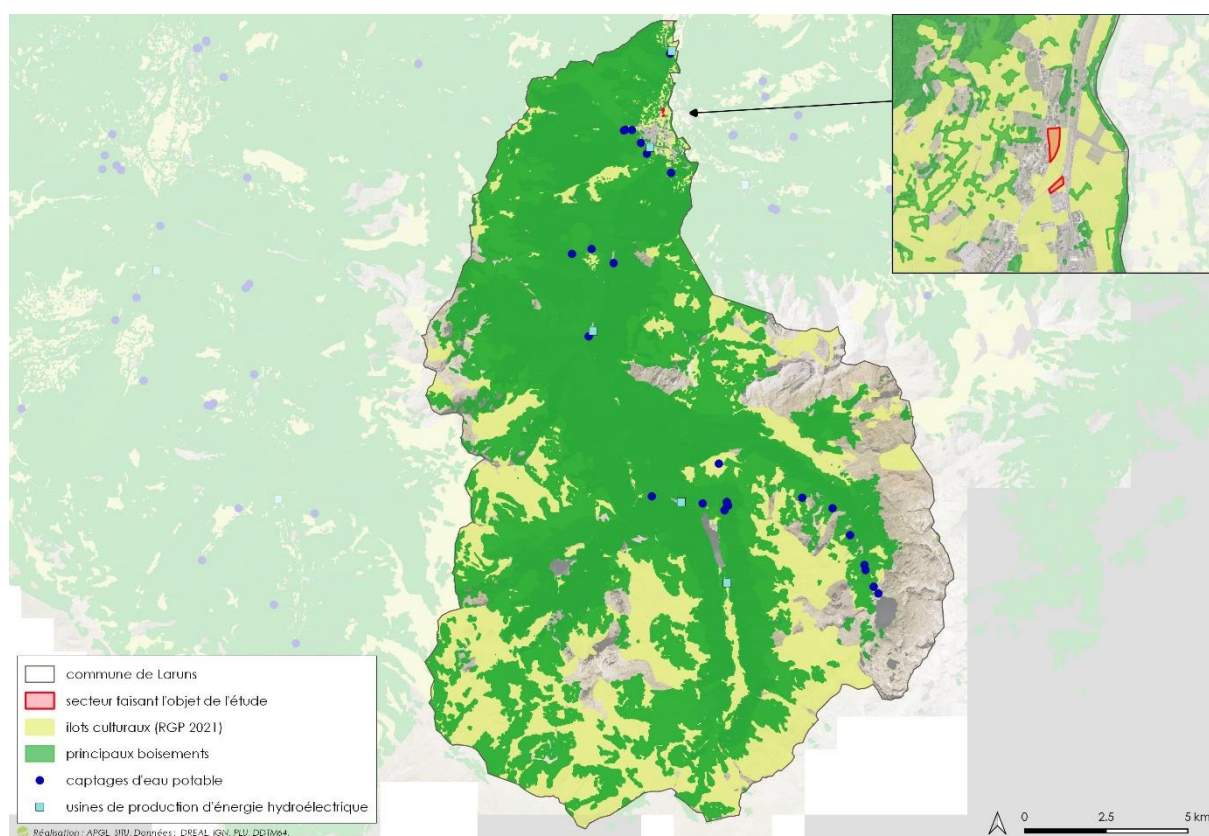
Risques ou aléas naturels	<p><u>Risque de remontées de nappes</u> : l'aléa est localisé en fond de vallée, proche du réseau hydrographique.</p> <p><u>Risque sismique</u> : l'intégralité de la commune est classée en zone sismicité dite moyenne (zone 4)</p> <p><u>Risque de retrait-gonflement des sols argileux</u> : l'aléa est présent sur la commune. Plusieurs zones d'aléas faible et moyen.</p> <p><u>Risque feux dirigés</u> : oui</p> <p><u>Nombre de cavités</u> : 64</p>
Risques technologiques, industriels ou miniers (ICPE, TMD, etc.)	<p>Présence d'une ligne haute tension 63 kv.</p> <p>Présence de servitudes de protection des centres de réception radioélectriques.</p>
Plan d'exposition du bruit, plan de gêne sonore, arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ou plan de protection du bruit dans l'environnement	Présence d'une route classée à grande circulation (RD 934).
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (BASOL)	
Anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)	21 anciens sites industriels et activités de service sont recensés sur la commune.
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrières, ISDI	



Localisation des risques sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

1.2.3.5 Ressources naturelles

Qualités des cours d'eau identifiées par le SDAGE 2022-2027	<p>7 masses d'eau rivières sont recensées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Gave d'Ossau du confluent du Gave de Bious au confluent du Lau : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique à 2015. - Le Valentin : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique à 2015. - Le Gave Soussouéou du Lac d'Artouste au confluent du Gave d'Ossau : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique à 2015. - Le Gave de Bious : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique à 2015 et chimique à 2033. - Le Gave d'Oloron : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique à 2015. - Le Ruisseau de Cotcharas : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique à 2015. - Le Ruisseau de l'Arriussé : le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique à 2021 et chimique à 2015.
Captage d'eau potable	Le territoire est concerné par plusieurs captages d'eau potable : Salies, Guillaume, Loup, Eaux-Chaudes, Goust, Medevielle, Artouste, Pont de camp, Geteu, Fabrèges – le Passeur, Arriussé, les trois sapins, station de ski d'Artouste, Miegebat, Pourtalet.
Présence d'un captage prioritaire Grenelle	
Zonages règlementaires portant sur la qualité des eaux	
Ressource forestière	Présence d'une forêt communale.
Energies renouvelables	Il y a plusieurs sites de production d'énergie hydroélectrique sur la commune : usines de Geteu, du Hourat, de Miégebat, d'Artouste et de Pont de Camp.



Carte de localisation des ressources sur la commune de Laruns. Réalisation : APGL.

2.L'AMENAGEMENT DU QUARTIER DE HOURQUE

2.1. LES CARACTERISTIQUES DU SITE

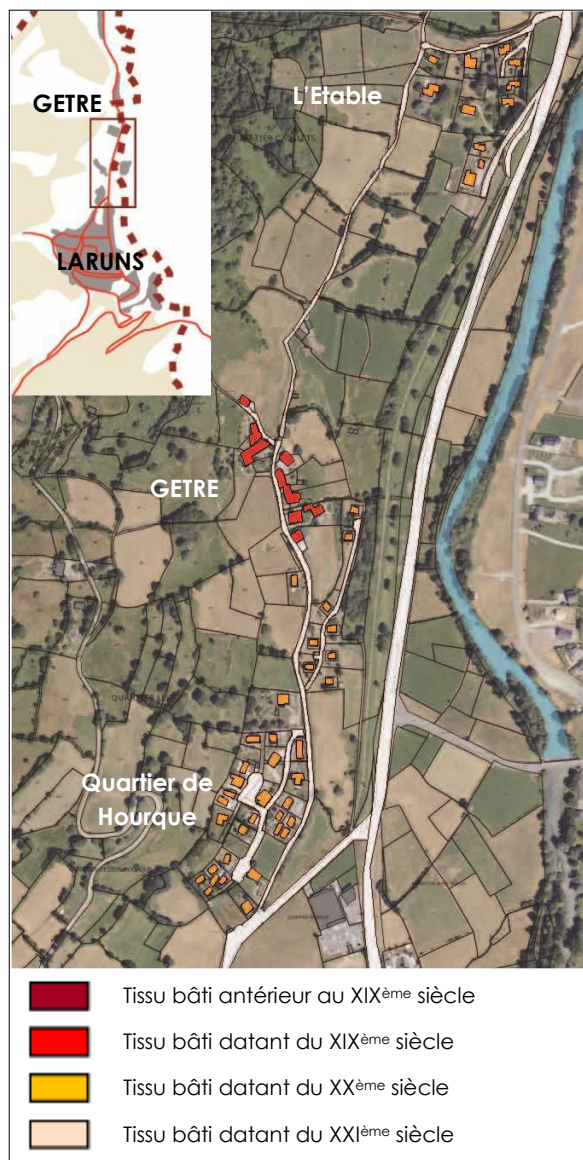
2.1.1. Le quartier de Hourque

Laruns est une commune située en zone de montagne, dont l'urbanisation qui s'est d'abord développée en centre bourg s'est peu à peu étendue en périphérie du cœur de ville historique. Durant les dernières décennies, le desserrement progressif de l'urbanisation qui s'est opéré a entraîné un étalement des constructions nouvelles en bordures Sud, Est et Nord du bourg, sans pour autant pouvoir s'affranchir à l'Est de la ceinture du Gave d'Ossau et au Sud et à l'Ouest de la présence de reliefs marqués.

Ainsi, sur la commune l'urbanisation s'est développée sur plusieurs sites et en plusieurs lieux, au niveau du bourg de Laruns et de ses urbanisations contigües (Geteu, Gêtre, Pon, Espalungue) implantés dans la partie basse du territoire, et au niveau des écarts et hameaux disséminés dans la haute vallée (Eaux-Chaudes, Goust, Miégebat, Gabas, Artouste, Pont de Camps, Col du Pourtalet).

La hameau de Gêtre, au nord du bourg de Laruns, est implanté sur une pente en amont de ce dernier et constitué de bâtisses anciennes, d'un lavoir et de murets en pierres qui lui offrent un caractère d'authenticité.

Dans un deuxième temps son développement s'est poursuivi de façon importante au XX^{ème} siècle avec des noyaux d'urbanisation récents développés en étirements au-dessus et en bordure de la départementale, vers le Nord, au lieu-dit « l'Etable » et vers le Sud au niveau du quartier de Hourque, sur des terrains moins pentus du fond de vallée.

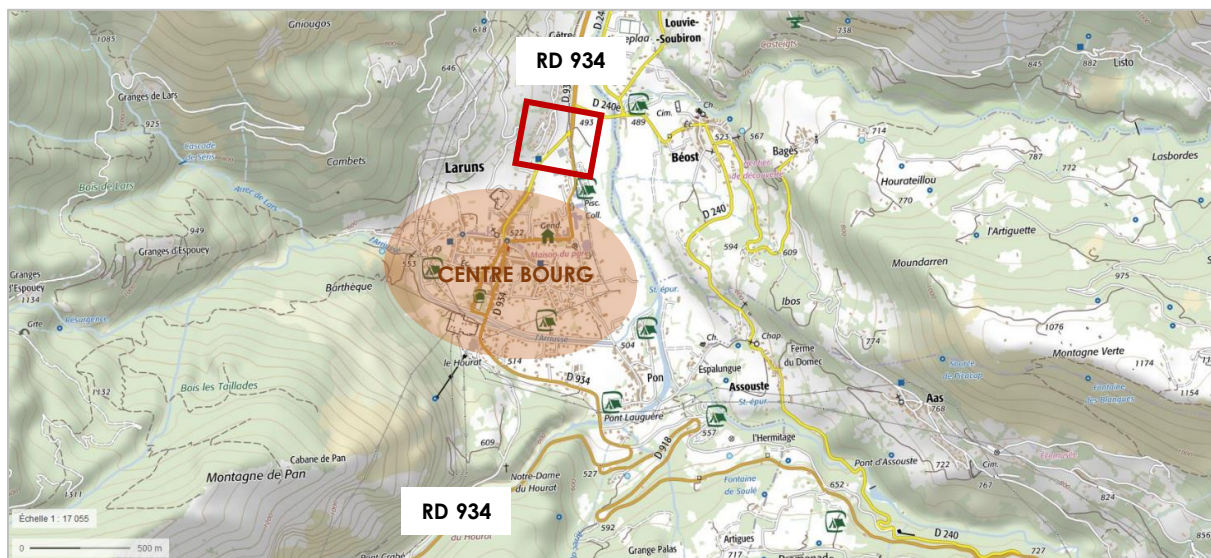


Le développement historique du tissu bâti sur le hameau de Gêtre.

Le quartier de Hourque est composé des habitations du lotissement Bellevue, implantées sur les terrains en pente au-dessus de la RD 934 et de la zone commerciale, située au croisement entre la rue du Bourguet et la route départementale.

2.1.2. Les secteurs de projet

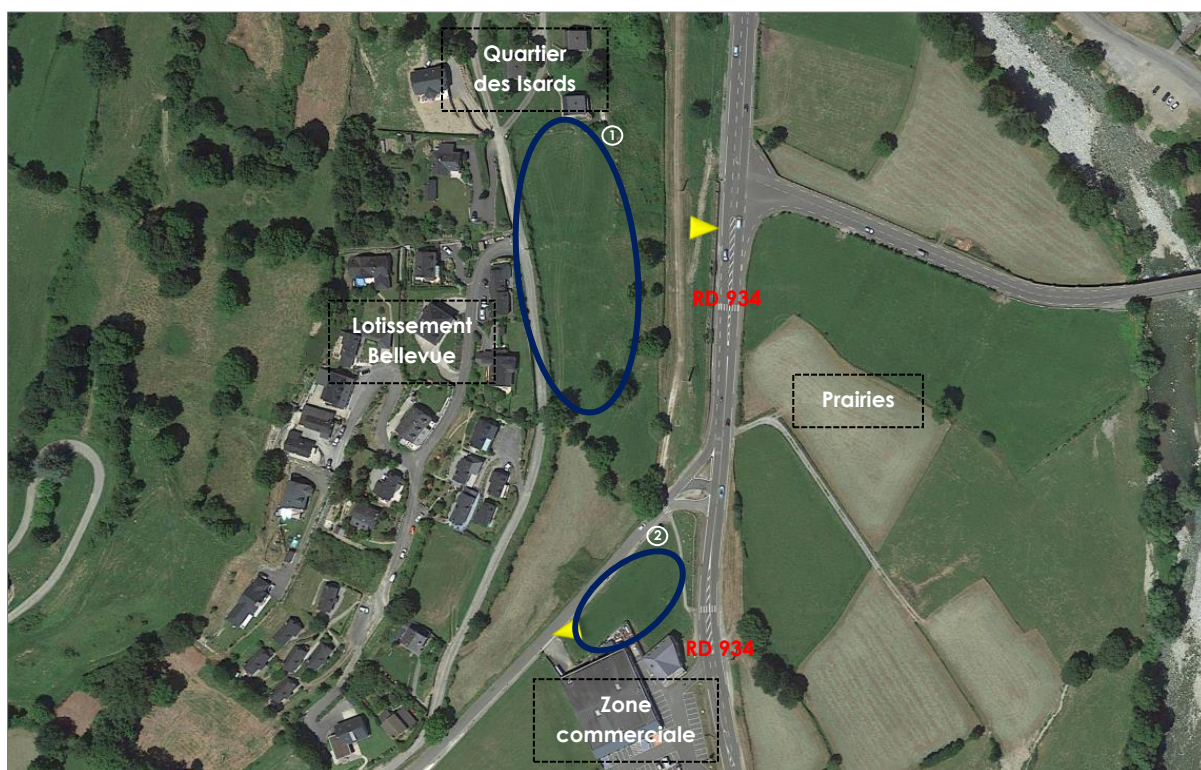
Le site étudié est localisé en limite nord du bourg de Laruns, en entrée de la zone agglomérée.



Le site d'étude du quartier de Hourque. Source : Géoportail.

Il concerne les parcelles cadastrées section AK n°142 et 50, classées en zone UC au PLU de Laruns, qui correspond à l'urbanisation plus récente en troisième couronne. Il s'agit d'un site encore peu urbanisé, composé de deux secteurs de 0,12 et 0,39 ha qui malgré leurs différences paysagères et fonctionnelles d'inscrivent dans la même séquence d'entrée de bourg.

La parcelle cadastrée section AK n°50 est localisée entre le lotissement d'habitation Bellevue et la route départementale RD 934. La parcelle cadastrée section AK n°142 est située plus au sud, entre la zone commerciale (décathlon, Intermarché, ...) et la RD 934.



Vues aériennes des secteurs d'étude. Source : Google Earth.



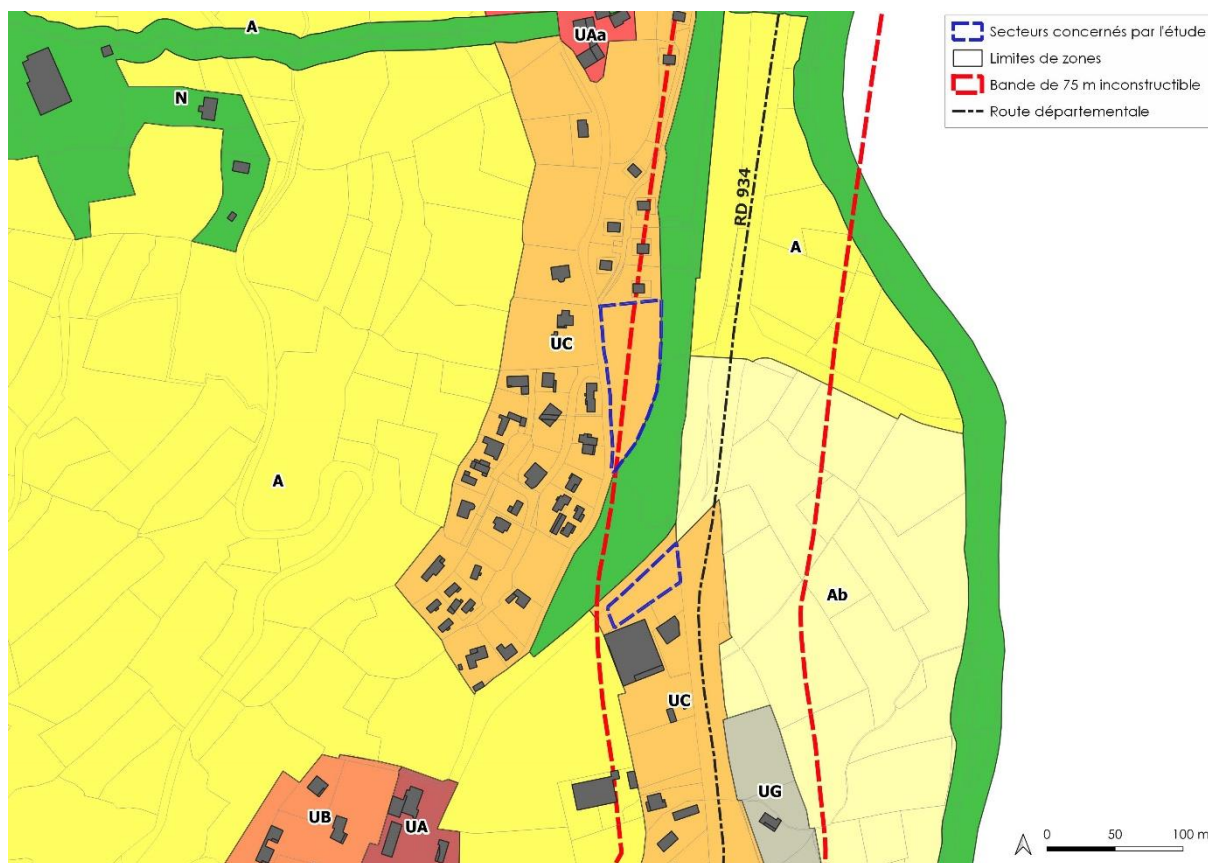
Vues sur les parcelles cadastrées section AK n°50 (1) et 142 (2). Sources : APGL et Google Earth.

Aujourd'hui ces parcelles sont en partie inconstructibles du fait de la présence de la route départementale 934, classée comme route à grande circulation.

En effet, le Plan Local d'Urbanisme communal, approuvé le 10 octobre 2018 en Conseil Municipal a classé en zone urbaine des terrains situés à proximité de la RD 934 en entrée Nord du bourg de Laruns. Il s'avère toutefois que les aménagements y sont contraints par les prescriptions du PLU en vigueur, prescriptions restrictives mises en place pour tenir compte des dispositions de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme qui restreignent la constructibilité aux abords des grands axes routiers.

La bande inconstructible instaurée en application des dispositions de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme recouvre l'ensemble de la parcelle cadastrée section AK n°142 et la moitié du second secteur situé sur la parcelle cadastrée section AK n°50.

En application du L.111-8 du Code de l'urbanisme, une étude a été réalisée sur ce secteur afin de démontrer la prise en compte des risques et nuisances, ainsi que de la qualité paysagère, urbaine et architecturale dans ce projet.



Extrait du PLU de Laruns et localisation de la bande de 75 mètres autour de la RD 934. Réalisation : APGL.

De plus, bien que ces terrains soient situés à proximité du bourg communal et dans une zone urbaine du PLU, ils ne se situent pas directement en continuité du tissu urbain existant, au sens de la Loi Montagne.

Une étude de discontinuité est donc nécessaire afin de démontrer la compatibilité du projet avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières, la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel, ainsi qu'avec la protection des risques naturels.

2.2. LA PRESENTATION DU PROJET

La commune de Laruns souhaite aujourd'hui réévaluer les possibilités d'urbanisation le long de la route départementale 934, dans certains secteurs classés en zone U et situés en entrée de ville. Sur le quartier de Hourque, l'objectif est de conforter le tissu urbain existant.

2.2.1. L'aménagement du secteur Nord

La parcelle cadastrée section AK n°142 a été identifiée comme potentiel constructible pour de l'habitat permanent, au rapport de présentation du PLU.

Le projet pour ce secteur est de densifier cette zone urbaine en reconnectant le lotissement Bellevue au quartier des Isards, par la construction de maisons individuelles groupées et de logements pavillonnaires.

Les aménagements se feront dans le prolongement du tissu urbain existant du lotissement Bellevue, sans créer de rupture brutale avec la zone naturelle située dans la pente, entre le site d'étude et la route départementale.

De plus, l'implantation du bâti avec un recul de 35 m minimum par rapport à la RD 934 permettra de maintenir et de densifier la frange paysagée existante sur le talus. Les arbres et la végétation existante seront maintenus et assureront l'effet « masque » devant le nouveau secteur urbanisé.

Afin de conserver les vues existantes sur le grand paysage, la hauteur maximale des constructions projetées ne devra pas dépasser 11m au faitage depuis le point le plus bas du terrain naturel. Les constructions étant implantées sur un terrain en pente, elles pourront être étagées de manière à préserver des vues sur le paysage environnant depuis le terrain et depuis le chemin de Gêtre. En outre, le terrain n'étant que peu perceptible depuis la route départementale et depuis la rue du Bourguet, et les masques végétaux étant maintenus autour du secteur, l'impact des nouvelles constructions dans le grand paysage sera limité.

L'aménagement de cette parcelle permettra ainsi de répondre à l'objectif inscrit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de développement démographique et de modération de la consommation foncière à l'horizon 2026.

2.2.2. L'aménagement du secteur Sud

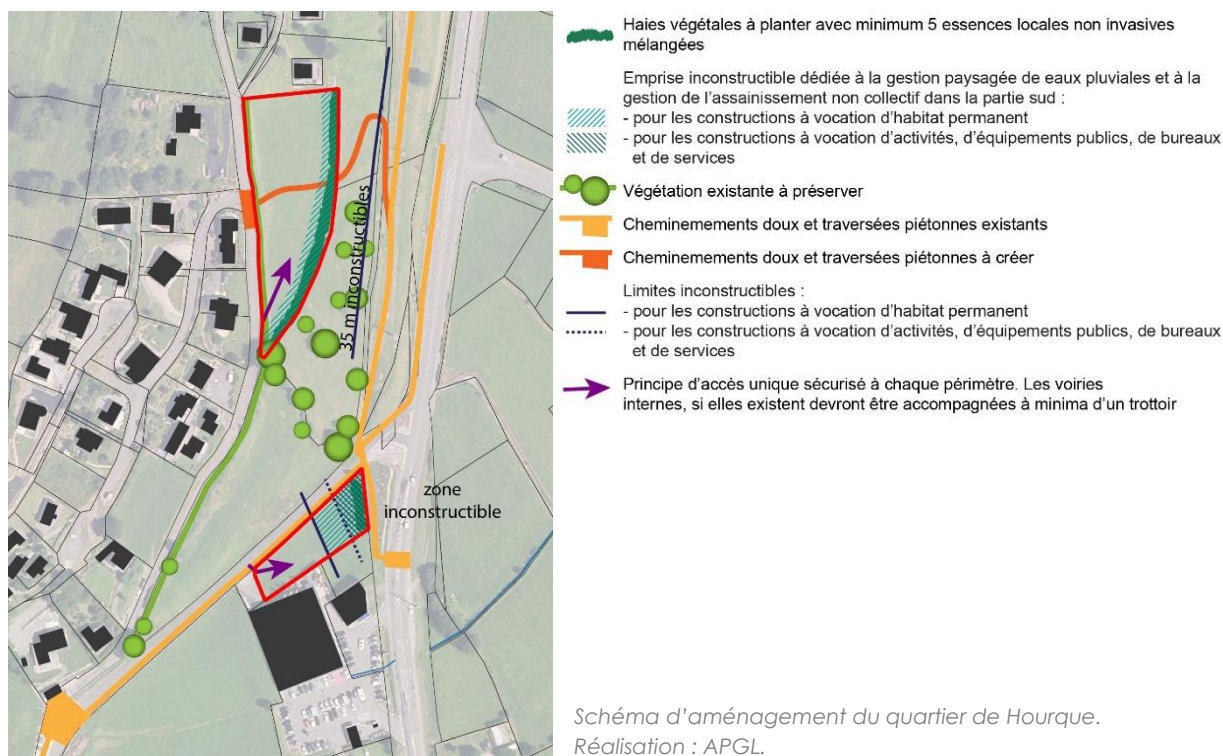
Sur ce secteur, l'implantation de locaux d'activités, d'équipements publics, de bureaux et de services en continuité des constructions existantes sera privilégiée. Les constructions devront s'intégrer harmonieusement dans le tissu urbain existant et traiter la façade urbaine de manière qualitative tout en profitant de l'effet « vitrine » de l'entrée de bourg sur le secteur. Cependant, l'implantation de constructions individuelles groupées et logements pavillonnaires sera également possible sur ce terrain.

Une implantation du bâti avec un recul par rapport à la RD 934 permettra d'aménager une frange paysagée rappelant le caractère agricole traditionnel sur le secteur et améliorant l'insertion paysagère du supermarché en entrée de ville. Les plantations paysagées seront de type haies végétales mélangées. Cette bande inconstructible permettra également la gestion paysagée des eaux pluviales.

Le terrain est relativement plat et sa situation dans la séquence d'entrée de ville le rend visible depuis la route départementale. L'implantation de constructions sur le terrain ne viendra pas compromettre les vues qui sont déjà artificialisées par la présence du supermarché en entrée de ville. Pour autant, la création d'une haie végétale en limite du terrain et parallèlement à la RD 934 permettra de constituer un masque végétal pour limiter la vue sur les futures constructions depuis la route départementale.

La hauteur maximale des constructions est limitée à 11m au faitage depuis le point le plus bas du terrain naturel de manière à préserver les vues sur le grand paysage. Les constructions présenteront une unité d'aspect et de matériaux en harmonie avec les constructions avoisinantes. Elles devront composer avec le caractère traditionnel du site et des paysages de manière à s'intégrer et s'harmoniser dans l'environnement.

En outre, l'aménagement de ce secteur permettra de répondre à l'objectif du PADD de structurer l'entrée de ville majeur de Laruns et de qualifier la vitrine du bourg sur la voie d'évitement.



2.3. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU SITE

2.3.1. Les enjeux en termes de biodiversité et de patrimoine naturel

Les parcelles cadastrées section AK n°50 et 142 ne sont pas localisées dans des périmètres à enjeux pour la biodiversité (ZNIEFF, ENS), ni dans des grands ensembles naturels, forestiers et agro-pastoraux qui constituent des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la trame verte et bleue régionale.

En outre, ces deux terrains situés en entrée de bourg de Laruns, dans une zone urbaine du PLU, ne sont pas localisés dans le périmètre d'un site Natura 2000. L'aménagement de ces secteurs déjà classés comme urbains dans le PLU ne présente pas de lien fonctionnel avec les ZPS et ZSC présents sur la commune.

Les secteurs d'étude sont classés en zone urbaine et localisés entre une route départementale et des secteurs déjà bâtis du bourg de Laruns. Ils sont situés à distance des milieux naturels d'intérêt écologique. Ces emprises foncières ne présentent donc pas d'enjeu pour la biodiversité.

2.3.2. Les enjeux en termes de patrimoine culturel et de paysage

2.3.2.1 L'analyse du patrimoine bâti

Si le périmètre d'étude n'est pas couvert par la servitude de protection de monuments historiques, on trouve toutefois à proximité du site des éléments de patrimoine repérés dans le Plan Local d'Urbanisme avec notamment la présence du lavoir de Hourque identifié au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Le lavoir est implanté à l'intersection de la rue du Bourguet (ancienne route

départementale) et du chemin de Gêtre ce qui le rend visible dans la séquence d'accès à la partie nord du secteur étudié. Le lavoir est accompagné d'une fontaine, d'une croix et de murets en pierre. Les espaces publics réaménagés de manière qualitative mettent en valeur ces éléments patrimoniaux et confèrent au secteur une ambiance apaisée ou persiste le caractère rural historique du secteur.

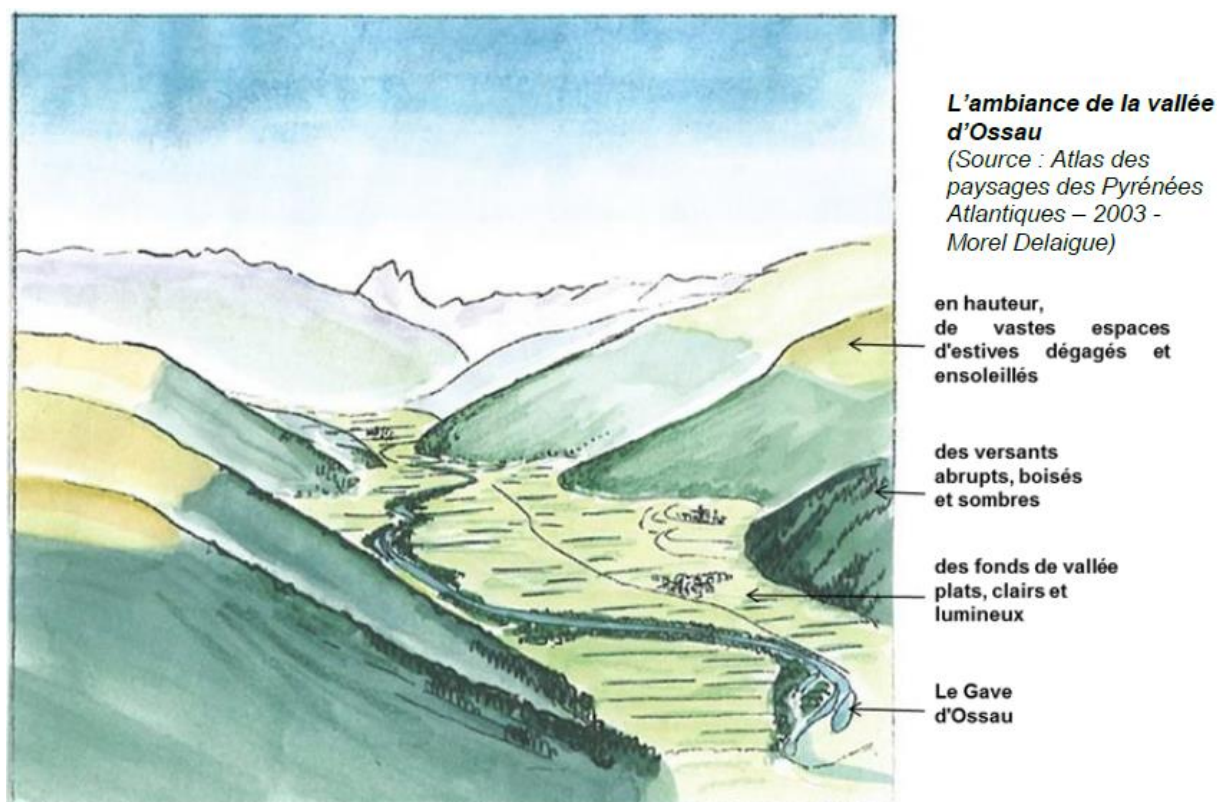


Vue sur le lavoir de Hourque depuis la rue du Bourguet. Source : Street View.

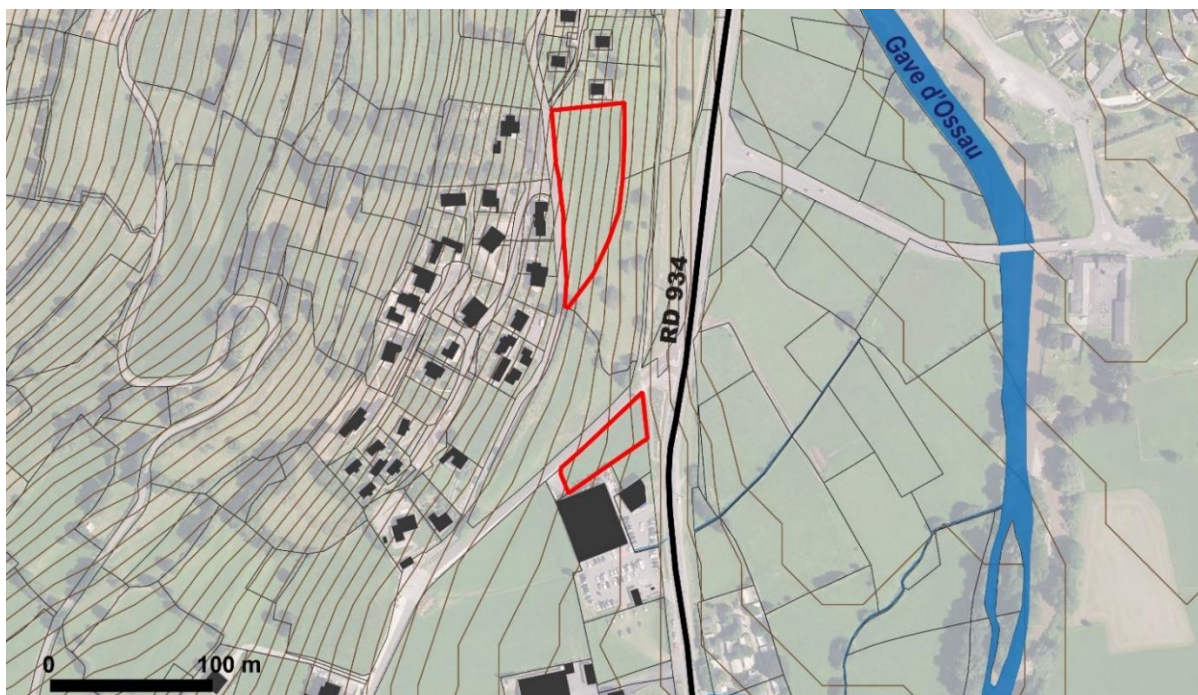
2.3.2.2 La structure paysagère

Le périmètre d'étude s'inscrit dans un territoire fortement marqué par différents éléments paysagés qui constituent des accroches identitaires dans la lecture et dans la perception des lieux :

- Relief – hydrographie – vues



Extrait de l'Atlas des paysages des Pyrénées Atlantiques.



Carte topographique du site d'étude. Réalisation : APGL.

Le site est localisé au nord du bourg de Laruns qui est implanté en fond de vallée sur un relief relativement plat. La route départementale 934 longe le gave d'Ossau dans sa vallée sur un axe Nord-Sud. A l'Est et à l'Ouest les massifs montagneux forment un cadre majestueux très présent dans le paysage.

En limite ouest de la RD 934, le relief s'accroît et la structure urbaine et viaire s'organise dans la pente sur les talus qui marquent le début du relief plus marqué. Pour autant, le relief ne se perçoit pas comme une pente régulière mais plutôt selon une organisation en terrasses qui offre des replats permettant l'implantation de constructions ou de voies. Ainsi, les voies de circulation qui desservent le lotissement Bellevue suivent les courbes de niveau à l'ouest de la route départementale.

La partie Nord du secteur est implantée en surplomb de la route départementale. Le terrain est en pente vers l'Est et l'organisation en terrasse donne une impression de recul et de distance par rapport à la voie. Le terrain n'est que peu visible depuis la route départementale. Depuis ce secteur les vues s'ouvrent sur un panorama Nord-Est-Sud qui laisse percevoir la structure de la vallée et les villages de Louvie-Soubiron et Béost en pied des massifs montagneux.

La partie Sud du site est quant à elle implantée sur un terrain relativement plat avec des vues ouvertes sur le grand paysage montagneux remarquable à l'est, au sud et à l'ouest. Au nord, la présence du talus et du relief qui s'accroît ne permet pas d'apprécier pleinement la vue sur les massifs mais ne constitue pas une limite trop abrupte dans la perception du site.

- Structure végétale et aménagements paysagers



La structure paysagère du site d'étude. Réalisation : APGL.

Le site d'étude est caractérisé par le grand paysage remarquable et les vues panoramiques qui s'ouvrent depuis chaque secteur. Si les terrains étudiés sont relativement exempts de boisements et d'arbres remarquables, ils présentent pourtant une structure végétale et paysagère très différentes.

La partie Nord du secteur s'insère de manière assez harmonieuse dans son environnement et n'est que peu perceptible depuis la route départementale.

Le relief et l'organisation en terrasse marquée par la présence de plusieurs murets mettent à distance le site depuis la route départementale. Quelques arbres dispersés et implantés sur les terrasses de la pente masquent partiellement le terrain depuis la route départementale mais également depuis la rue du Bourguet.

A l'ouest du terrain, une haie basse existante assure également l'insertion paysagère depuis le chemin de Gêtre et participe au traitement des limites public/ privé. Au niveau de l'accès existant au secteur, un chêne remarquable apporte du relief dans la structure végétale du site.

En complément de la végétation existante qui assure l'insertion paysagère du secteur, des aménagements paysagers d'entrées de bourg participent également à la perception du site. En effet, le long de la route départementale, le mur de soutènement en pied du premier talus est accompagné de plantations anthropiques (massifs fleuris) et de sculptures évoquant le caractère agropastoral de la commune (brebis métalliques). Sur la première terrasse en contrebas du secteur, un cheminement, un parcours de santé et une table de pique-nique accentuent l'aspect aménagé et composé de la séquence d'entrée de ville.

Attirant l'œil depuis la route départementale, les aménagements précités participent avec le relief et la végétation existante à la mise à distance et à l'insertion paysagère du terrain étudié.



Vue sur le secteur Nord (à gauche) depuis la rue de Gêtre avec la haie basse et le chêne remarquable.

Source : APGL.

La partie Sud du site d'étude ne présente quant à elle pas de qualité paysagère remarquable. Situé au niveau du carrefour entre la route départementale et la rue du Bourguet, il n'y a pas de végétation spécifique sur le site. Le terrain est très visible en entrée de ville et se perçoit comme une prairie derrière les aménagements d'entrée de bourg. La taille limitée et la forme du terrain étudié lui confèrent plus un caractère de « reliquat foncier » que de réelle opportunité de développement en entrée de bourg.

Les deux secteurs étudiés présentent donc des ambiances végétales et paysagères très différentes qui animent la lecture paysagère à l'ouest de la route départementale. Le secteur Nord reste très peu perceptible et est mis à distance par le relief et la végétation alors que le secteur Sud est bien perceptible dans la séquence d'entrée de ville.

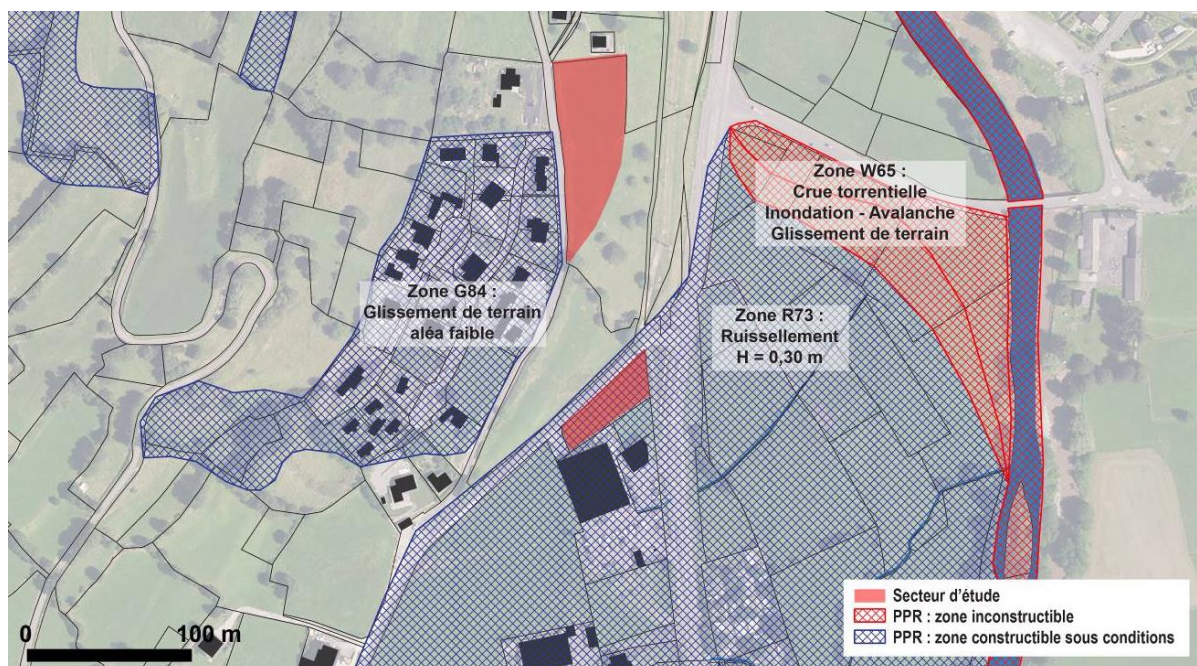
A l'est de la RD 934, entre la route et le gave d'Ossau, le paysage est moins varié et plus marqué par les parcelles agricoles et les prairies permanentes implantées sur le fond plat de la vallée. Cela crée une perception rurale du territoire qui se prolonge jusqu'au camping et qui contraste avec l'entrée de ville séquencée où se situent les terrains étudiés.

2.3.3. Les enjeux en termes de risques, nuisances et pollutions

2.3.3.1 Les risques

- Les risques naturels

La commune de Laruns dispose d'un Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé qui vaut servitude d'utilité publique et qui est annexé au Plan Local d'Urbanisme.



Extrait du PPRN de Laruns. Source : commune de Laruns.

Le site d'étude localisé en entrée de ville de Laruns n'est couvert dans sa partie Nord par aucun risque identifié au Plan de Prévention des Risques Naturels mais se situe en contrebas du lotissement Bellevue lui-même couvert pas la zone bleue indiquée G n°84 : glissement de terrain aléa faible. La présence de ce risque à proximité directe du terrain étudié invite à la vigilance sur la partie Nord du site.

La partie Sud du site étudié est quant à elle couverte par la zone bleue indiquée R n°73 du Plan de Prévention des Risques Naturels (risque ruissellement avec $H = 0,30\text{ m}$). Pour les projets nouveaux cette couverture entraine différentes prescriptions et recommandations définies dans le règlement du PPRN. Ce secteur reste toutefois constructible et les principales prescriptions réglementaires concernent le stockage de produits dangereux, l'aménagement des accès et des réseaux, et les installations de camping et de caravanage.

Les prescriptions et les recommandations devront être prises en compte dans les potentiels aménagements sur ce terrain.

PROJETS NOUVEAUX (*)					Zone Bleue indicée R					BIENS ET ACTIVITES PREEXISTANTS ou PROJETS DE FAIBLE AMPLIEUR (*)				
Prescriptions				Recommandations	Ruissellement $H = 0,30\text{ m}$					Prescriptions				Recommandations
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles								Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
					Règlement applicable aux zones n°73									
					1 Constructions									
				X	1-1 Les constructions ne devront pas être vulnérables aux ruissellements et à la saturation des sols induite par les écoulements : protection des ouvertures situées en dessous de la cote H ou mise hors d'eau des ouvertures par tout dispositif adapté									X
					2 Occupations et utilisations du sol									
				X	2-1 Lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation et à l'utilisation des bâtiments, les produits dangereux ou polluants devront être entreposés dans des dispositifs étanches							X		
				X	2-2 Les eaux collectées (drainages, eaux pluviales) seront rejetées dans un réseau ou un exutoire capable de les recevoir sans aggraver les risques ou en créer de nouveaux									X
				X	2-3 Les eaux usées seront rejetées dans un réseau ou un exutoire capable de les recevoir sans aggraver les risques ou en créer de nouveaux									X
				X	2-4 Les accès, aménagements, réseaux, et tout terrassement ne devront pas être vulnérables aux ruissellements ni en aggraver les effets (modifications des écoulements...)									X
					3 Campings, caravanage									
				X	3-1 Les locaux et installations nécessaires à l'exploitation ne devront pas être vulnérables aux ruissellements. Les zones occupées par des tentes, mobil-homes, caravanes seront protégées des ruissellements (drainages et fossés d'évacuation des eaux, terrasse)									X

Extrait du règlement du PPRN applicable à la zone indicée R n°73 (page 28).

- La gestion des eaux de ruissellement

La topographie en pente du site étudié entraîne un écoulement naturel des eaux pluviales et des eaux de ruissellement vers la route départementale puis vers le gave d'Ossau situés en contrebas du terrain. Les sites étant actuellement exempts d'urbanisation, l'infiltration des eaux de pluie est assez importante. Pourtant, lors de fortes précipitations, cette capacité d'infiltration peut être insuffisante et entraîner de fait un écoulement plus important qui engendre des risques (risque de ruissellement avec H=0,30 m déjà identifié dans le PPRN pour le secteur Sud).

Les aménagements prévus sur le site (voirie et constructions) vont entraîner une imperméabilisation des sols. Ce point devra être traité attentivement afin de limiter cette imperméabilisation, de ne pas aggraver les risques existants et de ne pas modifier les écoulements. En complément, des mesures compensatoires pourraient être demandées.

- L'aléa retrait-gonflement des argiles et le risque sismique

Le périmètre d'étude est concerné par un aléa faible au retrait-gonflement des sols argileux qui peut entraîner des mouvements différentiels du sol d'après les données du BRGM.

Par ailleurs, la commune de Laruns est concernée par un risque sismique de niveau 4 – Moyen.

Ces risques devront donc être pris en compte dans les aménagements projetés sur le site d'étude.

- Les risques liés aux périmètres de captage des eaux destinées à la consommation humaine

Si les terrains étudiés ne sont pas situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate ou rapprochée de points de captage des eaux destinés à la consommation humaine qui entraînent des prescriptions réglementaires, ils sont toutefois situés dans la zone sensible située autour de ces points de captage.

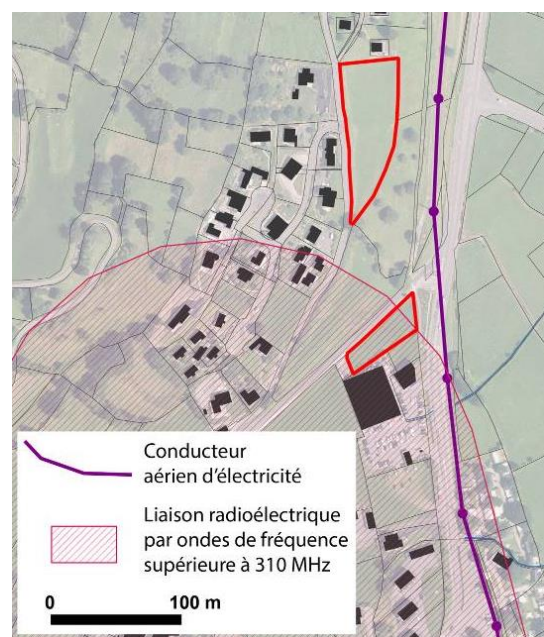
Une attention particulière devra être accordée au vu de la vulnérabilité de la zone. Les autorités administratives devront être informées de tout incident susceptible d'altérer la qualité de l'eau sur le site.

- Le conducteur aérien d'électricité et les ondes radioélectriques

Le site est concerné par le passage à sa proximité d'une ligne de conducteur aérien d'électricité (Ligne Geteu – Hourat de puissance 63 kV), ce qui peut induire un risque pour les populations séjournant à proximité du fait des champs électriques et électromagnétiques.

Pour autant, le passage de la ligne électrique n'est pas à l'aplomb du terrain d'étude et il n'existe actuellement pas d'effet sanitaire prouvé concernant la dangerosité des champs magnétiques à basse fréquences produits par les lignes électriques à haute tension.

Le site étudié est également soumis dans sa totalité à la servitude de protection des centres de réception radioélectrique et dans sa partie Sud au périmètre de liaisons radioélectrique par des ondes de fréquence supérieure à 30 MHz.



2.3.3.2 Les nuisances

Le site d'étude est relativement épargné par les nuisances olfactives, visuelles et sanitaires. Il n'est pas situé dans un périmètre de protection agricole. De plus, les secteurs sont desservis par les réseaux d'eau et d'électricité en limites ou à proximité du site. Ainsi, les nuisances potentielles recouvrent donc celles liées au bruit, à la pollution atmosphérique émanant du trafic routier et à la gestion des eaux de ruissellement sur le terrain du projet.

- Les nuisances sonores

Les réglementations actuelles spécifiques au bruit découlent principalement en France de la Loi du 31 décembre 1992 dite Loi "Bruit". L'article L.571-10 du Code de l'Environnement énonce que "dans chaque département" le Préfet recense les infrastructures de transport terrestre et les classe en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif. Ce n'est ni une servitude, ni un règlement d'urbanisme, mais une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments devront respecter.

Ce classement se traduit par la classification du réseau de transports terrestres en tronçons auxquels sont affectées des catégories sonores, ainsi que par la délimitation de secteurs dits « affectés par le bruit », dans lesquels les futurs bâtiments sensibles au bruit devront présenter une isolation acoustique renforcée.

Ce classement est défini par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019, portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres et ferroviaires dans le département des Pyrénées-Atlantiques 2019-2024. Les infrastructures de transports terrestres sont classées en fonction de leur caractéristique sonore et du trafic. Des secteurs affectés par le bruit sont délimités de part et d'autre de ces infrastructures (à partir du bord de la chaussée pour une route). Les largeurs des secteurs de nuisance à prendre en compte pour chaque voie classée sont énumérées ci-après de la catégorie 1 (la plus bruyante) à la catégorie 5 (la moins bruyante).

Catégorie de classement de l'infrastructure	Niveau sonore de référence LAeq(6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq(22h-6h) en dB(A)	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
1	$L > 81$	$L > 76$	d = 300 m
2	$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	d = 250 m
3	$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	d = 100 m
4	$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	d = 30 m
5	$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	d = 10 m

Si la route départementale 934 est classée à grande circulation, elle n'est pourtant pas concernée par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre. Il n'y a donc pas de secteurs définis comme affectés par le bruit de part et d'autre de la voie.

- La qualité de l'air

Les phénomènes naturels mais surtout les activités humaines (industrie transports, agriculture, chauffage résidentiel, ...) sont à l'origine d'émissions de polluants dans l'atmosphère, sous forme de gaz ou de particules. La pollution de l'air a des effets significatifs sur la santé et l'environnement.

Les risques sur la santé proviennent surtout du dioxyde d'azote (NO₂). A forte concentration, c'est un gaz toxique irritant pour les yeux et les voies respiratoires, pouvant provoquer des affections respiratoires chroniques. L'ensemble des oxydes d'azote (NO_x) participent à la formation des pluies acides. Sous l'effet du soleil, ils favorisent la formation d'ozone et contribuent ainsi indirectement à l'accroissement de l'effet de serre.

Les sources de polluants atmosphériques sont, pour partie, semblables à celles qui génèrent les émissions de gaz à effet de serre, et de nombreuses actions visant la sobriété énergétique ou la réduction des émissions de GES participeront aussi à l'amélioration de la qualité de l'air. Dans le cas des GES, les impacts sont globaux, tandis que pour les polluants atmosphériques, ils sont dits locaux.

La commune de Laruns ne dispose pas sur son territoire de station de mesure de la qualité de l'air. Les données disponibles les plus proches relevées par l'ATMO Nouvelle Aquitaine sont disponibles dans le PCAET de la Communauté de Communes du Haut Béarn – diagnostic qualité de l'air, élaboré en 2018. Ces données n'étant pas représentatives du territoire étudié, elles doivent donc être étudiées avec précaution.

Les différents types de polluants identifiés sont :

- Les oxydes d'azotes NO_x et le dioxyde de soufre SO₂ issus du transport routier et des secteurs agricoles (engins), résidentiels et tertiaires (chauffage, utilisation de bois, de fioul et de gaz naturel),
- Les poussières de diamètre inférieur à 10 µm ou PM10 issues de la combustion industrielle, domestique, et du transport routier diesel. Les secteurs du résidentiel et de l'agriculture produisent aussi beaucoup de poussières de type PM10 et PM2.5,
- L'ammoniac NH₃ issu principalement des engrais utilisés dans le secteur de l'agriculture,
- Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) essentiellement issus des secteurs résidentiels et industriels.

Des gaz à effet de serre provoquant une élévation de la température à la surface de notre planète sont également produits sur le territoire. On peut citer :

- le dioxyde de carbone CO₂ lié à la combustion d'énergies fossiles (entre 5000 et 10000 t), principal gaz à effet de serre émis,
- le méthane CH₄ lié aux décharges, à l'agriculture à l'élevage et à certains procédés industriels (moins de 1000 t),
- le protoxyde d'azote N₂O généré par l'agriculture, l'utilisation d'engrais et de procédés industriels (moins de 1000 t),
- les gaz à effet de serre fluorés (HFC, PFC, SF₆) liés à l'utilisation de sprays et de procédés industriels de réfrigération et le trifluorure d'azote NF₃ lié à la fabrication de composants électriques (production inconnue).

Sur le site étudié, la question de la qualité de l'air (polluants et gaz à effet de serre) est essentiellement liée au transport routier et à la présence de la route départementale classée à grande circulation.

2.3.4. Les enjeux en termes de ressources

2.3.4.1 La ressource foncière

Le bourg de Laruns s'est développé en rive gauche du Gave d'Ossau. Il s'insère dans un paysage façonné par l'activité agricole avec d'anciennes zones de culture à l'est le long du Gave et des secteurs de prairies de fauche à l'ouest en pied de versant. Actuellement, les poches d'urbanisation se développent de façon diffuse dans d'anciennes prairies et jardins.

Les aménagements projetés seront réalisés sur des zones urbaines du PLU. Aucune zone agricole ou naturelle n'est impactée. Néanmoins, les parcelles étudiées sont actuellement occupées par des prairies enherbées situées entre la route départementale et les urbanisations existantes du bourg. Elles ne sont toutefois pas connectées aux grandes unités pastorales localisées à l'est de la RD 934 et au Nord du bourg.

2.3.4.2 La ressource en eau

- L'assainissement

Les secteurs d'étude sont situés à proximité du réseau d'assainissement collectif. Les aménagements projetés sur ces terrains permettront si nécessaire le développement et la prolongation du réseau existant.

Dans le cas où le raccordement au réseau d'assainissement collectif ne serait pas possible pour le secteur Sud, des aménagements permettront la mise en place d'un système d'assainissement individuel sur la parcelle cadastrée section AK n°142, notamment sur la partie inconstructible du secteur.

- L'eau potable

Sur la commune de Laruns, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour Garonne (SDAGE) identifie sept masses d'eau rivières.

L'aire d'étude est située dans le bassin hydrographique que verse directement vers le Gave d'Oloron. Le SDAGE Adour-Garonne caractérise l'état de cette masse d'eau et les objectifs d'état (bon état chimique et écologique à 2015) pour la période 2022-2027.

Le réseau d'eau potable est situé à proximité du site de projet. Les aménagements projetés sur le site permettront le développement et la prolongation du réseau existant.

L'eau qui alimente le centre bourg et les quartiers nord de Laruns provient des sources de Médevielle et de Guillaume, et d'une prise d'eau sur le ruisseau de l'Arriussé. L'ensemble des installations est exploité par la commune. L'analyse réalisée sur le bourg de Laruns, en 2018 par l'Agence Régionale de Santé révèle une bonne qualité de l'eau distribuée.

- Les eaux pluviales

Dans ces secteurs non desservis par le réseau collectif des eaux pluviales, les eaux de pluie seront régulées sur la parcelle en aérien de manière paysagée ou en souterrain, à moins de démontrer l'impossibilité technique de réaliser un dispositif d'infiltration des eaux pluviales sur le terrain.

Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété), doivent comporter les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, de telle sorte que le débit de fuite du terrain naturel existant ne soit pas aggravé par l'opération.

Le calcul du dimensionnement de ces aménagements est basé sur un volume de stockage des eaux pluviales correspondant à l'écrêtement de la pluie 88 mm, avec un débit de fuite maximal de 3 litres/seconde/hectare. Cette règle s'applique pour toute superficie imperméabilisée supplémentaire de 40 m² d'emprise au sol.

Compte tenu de la topographie à l'intérieur du périmètre d'étude et afin de limiter les risques inhérents à l'imperméabilisation des sols sur le site, le projet prévoit la réalisation d'ouvrages de collecte, d'infiltration et de stockage des eaux. L'OAP définit pour ce quartier dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU, indique la localisation des ouvrages de gestion collective des eaux pluviales, suivant la topographie du site. Les espaces verts pourront servir de zones de rétention paysagées qui feront partie intégrante des espaces publics ou collectifs. Les ouvrages de rétention ne devront pas être clos.

Pour le secteur Sud couvert par la zone bleue indicée R n°73 du Plan de Prévention des Risques Naturels (risque ruissellement avec $H = 0,30$ m), le respect dans les aménagements des prescriptions et des recommandations prévues pour ce secteur permettra de préserver les constructions projetées et leur environnement en n'aggravant pas le risque existant.

3.LA COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS ENONCEES AU L.122-7 DU C.U.

Rappel de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme :

« L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées. »

Rappel du 1^{er} alinéa de l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme :

*« Les dispositions de l'article L.122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante **est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.** L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude. »*

3.1. LA PRESERVATION DES TERRES NECESSAIRES AU MAINTIEN ET AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES AGRICOLES, PASTORALES ET FORESTIERES

La commune de Laruns couvre un territoire important d'environ 24900 ha, qui s'étend jusqu'à la frontière espagnole.

Sur ce vaste territoire, l'occupation du sol est largement dominée par les boisements (98%). Les cultures, les espaces en eau et les espaces urbanisés complètent l'occupation de l'espace sur le territoire. Cette occupation du sol témoigne de la forte présence des espaces montagnards forestiers sur la commune.

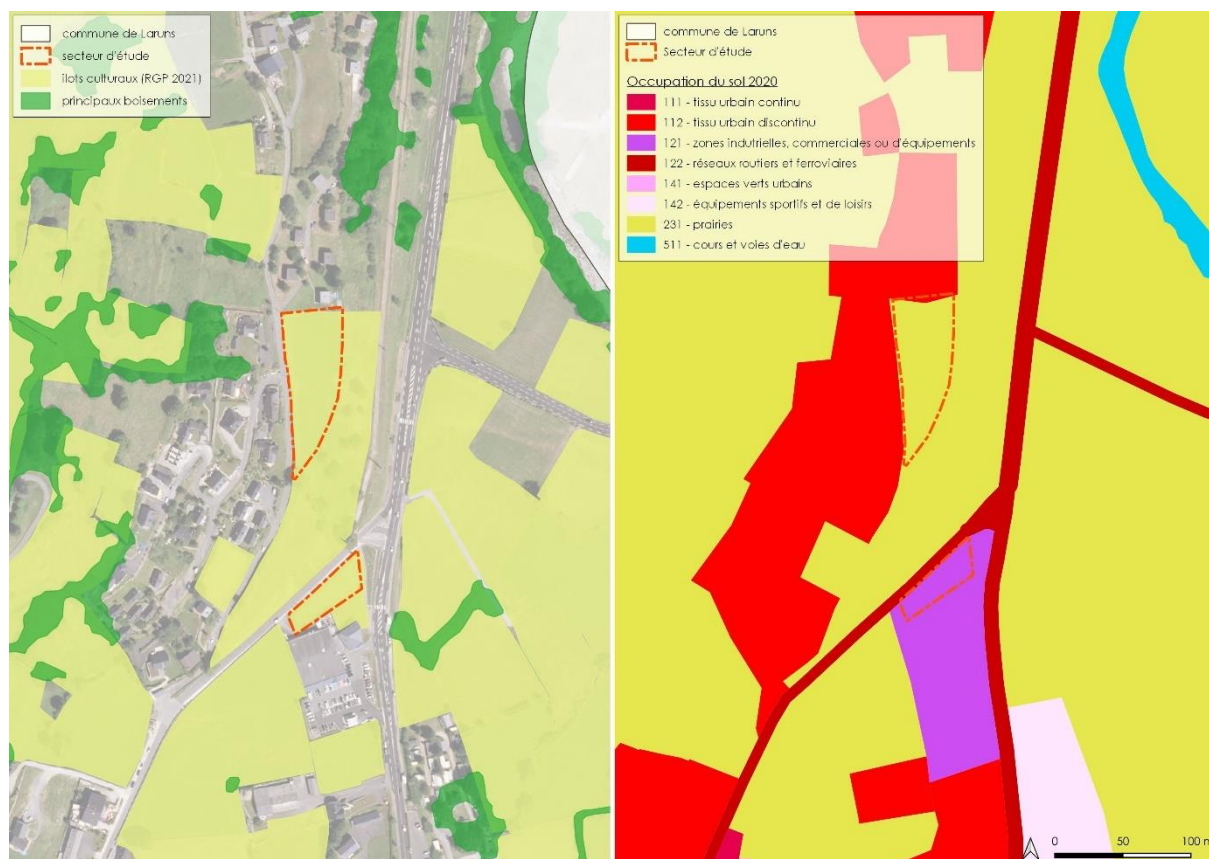
Le fond de vallée du Gave d'Ossau est davantage valorisé par les activités agricoles, les terres étant plus facilement mécanisables et accessibles. Comme présenté dans l'état des lieux du site, une trame agricole prairiale s'observe dans l'environnement du site :

- Un premier ensemble agricole s'étend en limite des espaces urbanisés et en comblement des dents creuses du bourg de Laruns jusqu'aux premières hauteurs du versant,
- Un second ensemble agricole s'étend entre la RD934 et la rive ouest du Gave d'Ossau.

Le site est inclus dans cette première trame agricole. Il est localisé le long du chemin de Gêtre, en continuité du lotissement Bellevue existant pour le secteur Nord, et le long de la rue du Bourguet, en bordure de l'Intermarché pour le secteur Sud. Ces deux parcelles se situent actuellement sur des prairies permanentes (RPG 2021).

Néanmoins, les parcelles de projet sont de faible superficie (0,51 ha) et les espaces agricoles sur lesquels les aménagements viendront s'implanter ne sont pas situés au cœur de l'ensemble prairial, mais en périphérie, voire déconnectés de celui-ci. De plus, ces terres ne sont pas identifiées au SRADDET comme prairie constituant un réservoir de biodiversité. En outre, le secteur Sud est déjà inclus dans la zone commerciale adjacente dans l'OCS 2020.

En outre, la révision générale du document d'urbanisme communale, approuvée en 2018 a permis de classer de nouveaux terrains en zone agricole, dans le but de conforter l'activité agro-pastorale et maintenir les milieux ouverts et semi-ouverts. Les terres constitutives des unités agricoles principales et présentant un intérêt pour l'activité agro-pastorale ont ainsi été classées en zone ou secteur agricole.



Localisation des secteurs du quartier de Hourque sur les données de l'occupation du sol forestières, et sur les données du RPG 2021 (à gauche) et sur les données de l'occupation du sol 2020 (à droite). Réalisation : APGL.

Le projet de requalification d'entrée de bourg et de densification du tissu existant n'est pas de nature à compromettre la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières du territoire.

3.2. LA PRESERVATION DES ESPACES, PAYSAGES ET MILIEUX CARACTERISTIQUES DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL MONTAGNARD

3.2.1. La préservation des espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard

Sur la commune de Laruns, le patrimoine naturel montagnard est relevé par de nombreux périmètres écologiques. Ces zones d'inventaires naturalistes (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et

floristique, sites Natura 2000, espace naturel sensible, cœur de parc national) identifient les reliefs montagneux de la vallée du Gave d'Ossau, sur lesquels s'étendent d'importants espaces forestiers, de landes et pelouses d'altitudes, ainsi que de milieux humides. Ces milieux montagnards se développent grâce aux conditions géomorphologiques et climatiques et à la gestion extensive du territoire par les activités humaines.

La zone UC désignant l'urbanisation plus récente en troisième couronne du bourg de Laruns, n'est pas inclus dans ces ensembles naturels et aucun milieu caractéristique du milieu montagnard n'est présent dans la zone UC étudiée.

Le projet de requalification de l'entrée de bourg Nord de Laruns ne compromet pas la préservation des espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard.

3.2.2. La préservation des espaces et paysages caractéristiques du patrimoine culturel montagnard

Si le profil environnemental de la commune de Laruns ne relève pas de périmètres environnementaux délimités au titre de la protection du patrimoine paysager (absence de site patrimonial remarquable, de site inscrit ou classé), le territoire montagnard offre une qualité paysagère notable, marqué par son relief, la vallée et ses grands espaces.

Le site de projet est implanté sur un espace situé entre la RD 934 et les espaces urbanisés du bourg.

Le secteur Nord est situé sur un terrain en pente, peu perceptible depuis la route départementale et depuis la rue du Bourguet, notamment grâce aux masques végétaux présents sur la parcelle. L'aménagement de ce terrain aura un impact limité sur le grand paysage.



Vues de la parcelle cadastrée section AK n°50 (en rouge) depuis la RD 934, très peu visible à cause de la pente (à gauche) et depuis la rue du Bourguet, masquée par la végétation (à droite). Source : Google View.

Le secteur Sud est situé sur un terrain relativement plat et visible depuis la route départementale. Néanmoins, l'implantation de constructions sur cette parcelle ne viendra pas compromettre les vues qui sont déjà artificialisées par la présence du supermarché en entrée de ville. De plus, le projet prévoit l'aménagement d'une frange paysagée afin d'améliorer l'insertion paysagère du supermarché en entrée de ville.



*Vue de la parcelle cadastrée section AK n°142 depuis la RD 934 (à gauche) et depuis la rue du Bourguet (à droite).
Source : Google View.*

En outre, bien que la commune soit concernée par plusieurs zones de prescriptions archéologiques ou monuments historiques, le quartier de Hourque n'est pas concerné par ces périmètres. Aucune servitude d'un monument historique ne vient intercepter les secteurs d'urbanisation de ce quartier.

Le projet d'urbanisation du quartier de Hourque n'est pas non plus concerné par des périmètres réglementaires délimités au titre de la préservation du patrimoine culturel, bâti, paysager ou archéologique.

Par ailleurs, la révision allégée n°2 du PLU de Laruns prévoit l'évolution des conditions d'aménagement sur ces secteurs, enfin d'encadrer la réalisation du projet de façon à ce qu'il s'intègre harmonieusement avec son environnement urbain et paysager. Un nouveau secteur de la zone UC est notamment créé pour imposer des règles de volumétries et de hauteurs spécifiques. De plus, une orientation d'aménagement et de programmation est définie afin de prendre en compte les composantes paysagères présentes sur le site.

Le projet de requalification de l'entrée de bourg Nord, ne compromet pas la préservation des espaces et paysages caractéristiques du patrimoine culturel montagnard.

3.3. LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

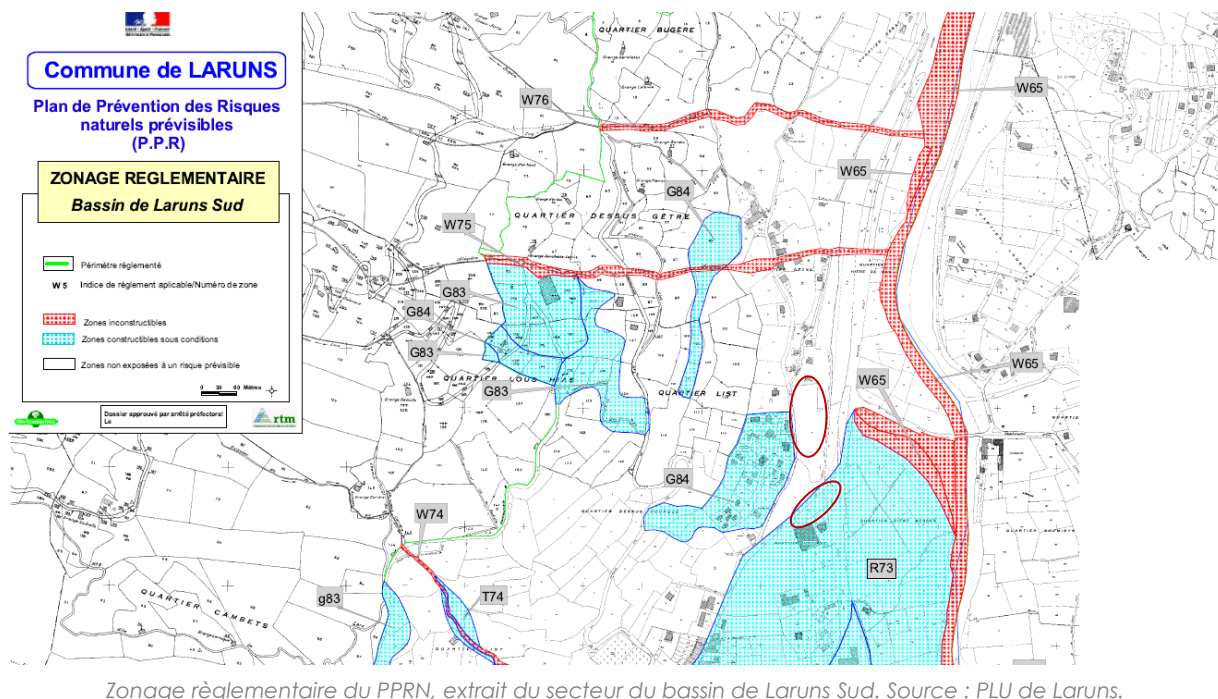
Les territoires de montagnes sont potentiellement concernés par des phénomènes naturels à risques. Le profil topographique et/ou pédologique du territoire peut engendrer des phénomènes de mouvements de sols tels que les affaissements, des chutes de blocs, des glissements de terrain. Des événements météorologiques peuvent également contribuer à des phénomènes d'avalanche, de crues torrentielles, de ravinements, coulées de boues, etc.

Selon le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) mis à jour en 2018 par l'Etat, la commune de Laruns est concernée par plusieurs risques : des phénomènes d'inondation, sismiques, de mouvements de terrain, de feux dirigés, d'avalanches et de rupture de barrage.

La commune de Laruns est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Inondations, approuvé le 14 novembre 2013. Il est soumis aux risques d'avalanches, de crues et d'inondations, de glissements de terrain et de chutes de blocs. Sur le secteur du bourg de Laruns, la plupart du bâti et des activités sont exposés aux crues de l'Arriussé.

Le secteur Nord n'est pas concerné par le Plan de Prévention des Risques Naturels.

Cependant, le secteur Sud est situé en zone bleue, constructible sous conditions, du PPRN. Il est soumis au risque de ruissellement. La zone bleue correspond à un risque de niveau faible à moyen. Les constructions n'y sont pas interdites, mais elles sont possibles seulement sous certaines conditions, définies dans le règlement du PPRN. Ainsi, l'aménagement de ce secteur devra prendre en compte les recommandations inscrites au règlement de la zone bleue indiquée R n°73 du PPRN.



Zonage réglementaire du PPRN, extrait du secteur du bassin de Laruns Sud. Source : PLU de Laruns.

En outre, des zones soumises aux risques d'inondation ont été cartographiées dans l'Atlas des zones inondables du département des Pyrénées Atlantiques. Le secteur du village de Laruns est exposé aux crues centennales et décennales du Gave d'Ossau et aux crues centennales du ruisseau de l'Arruissé. Néanmoins, les terrains concernés par le projet ne se situent pas dans les périmètres de crues délimités par l'AZI.

De plus, le risque d'inondation par remontée de nappes impacte seulement le secteur des Eaux-Chaudes.

Les mouvements de sols sur la commune sont définis par le risque sismique (zone de sismicité de niveau 4) et le risque de retrait-gonflement des sols argileux (aléa moyen et faible sur la commune).

Le site d'étude, localisé en fond de vallée est peu concerné par des phénomènes de mouvements de terrains, comme cela pourrait être le cas sur les reliefs montagneux. Néanmoins, les constructions implantées sur des sols argileux soumis à un aléa faible de retrait-gonflement des argiles devront respecter les normes de construction en vigueur. Il en est de même concernant les règles de construction parasismique.

Par ailleurs, les risques de feux de forêts et de rupture de barrage restent très localisés sur le territoire communal. Le site d'étude n'est pas concerné par ces aléas.

Le projet de requalification de l'entrée de bourg Nord de Laruns est compatible avec la protection contre les risques naturels.

4.LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE DANS LE DOCUMENT D'URBANISME

4.1. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Enfin d'encadrer l'aménagement du quartier d'Hourque, il est proposé de définir une orientation d'aménagement et de programmation sur ce secteur. Cette OAP vise à définir les conditions d'aménagement nécessaires pour garantir la qualité architecturale, urbaine et paysagère, la préservation des milieux naturels et la prise en compte des risques et nuisances.

Par ailleurs, ces dispositions spécifiques permettent de s'abstraire dans le périmètre concerné des contraintes résultant de l'application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme qui impose un retrait d'implantation des constructions de 75 mètres par rapport à la RD 934, voie classée à grande circulation. Conformément à l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme, ces prescriptions ont donné lieu à une étude de dérogation aux dispositions de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme.

Le périmètre concerné est situé au quartier de Hourque, en secteur UCa du PLU, sur une superficie de 0,51 ha. Il est divisé en deux secteurs de 0,12 ha et 0,39 ha.

Cette orientation d'aménagement et de programmation précise :

- Les limites du périmètre ;
- La nature future de l'occupation du secteur ;
- Le gabarit des constructions destinées à la prise en compte des qualités urbaines, architecturales et paysagères ainsi qu'au maintien des vues existantes ;
- Les emprises inconstructibles liées au recul par rapport à la route départementale ou à des aménagements paysagers ;
- Les espaces végétalisés et les éléments paysagers (haies, murets, ...) à conserver ou le traitement paysager à réaliser, les écrans de protections à planter ;
- L'emplacement et le nombre d'accès autorisés, le tracé éventuel des voies primaires et leur maillage avec les voiries existantes ;
- Les circulations douces à créer ou à réaménager et à relier aux cheminements existants ;
- Les centralités de quartiers, les espaces publics et leur mise en réseau.

Ce périmètre « d'entrée de bourg », représente un potentiel de 0,51 ha. Le secteur Nord est à vocation principale d'habitat permanent. Le périmètre Sud pourra accueillir des activités (commerciales, artisanales, ...), des équipements publics, des bureaux et des services au vu de sa situation dans la séquence d'entrée de ville et de sa proximité directe avec les activités commerciales du secteur.

5 - Le quartier UCa de Hourque

Orientations d'aménagement et de programmation

Surface délimitée par les périmètres : 0,51 ha avec 0,12 ha pour le périmètre sud et 0,39 ha pour le périmètre nord

■ Destination des constructions, usages des sols et nature d'activité :

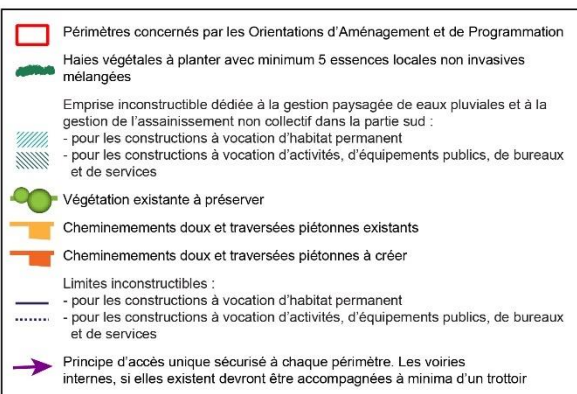
- Le périmètre nord est à vocation principale d'habitat permanent
- Le périmètre sud est destiné à l'implantation d'activités (commerciales, artisanales, ...), d'équipements publics, de bureaux et de services et/ou d'habitat permanent

■ Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Le schéma indique le principe de recul par rapport à la RD 934 en fonction des situations urbaines et de la destination des constructions admises dans ce secteur.

■ Gabarit des constructions projetées :

Les constructions présenteront une hauteur et une volumétrie correspondant au caractère traditionnel du site de manière à s'intégrer dans l'environnement et à préserver les vues sur le grand paysage.



Les tracés sont indicatifs, les projets devront être compatibles avec ce schéma

4.2. LE REGLEMENT

4.2.1. Le projet de révision du règlement écrit

Afin de permettre les aménagements tels que définis dans l'orientation d'aménagement et de programmation sectorielle, des changements doivent être apportés au règlement écrit du PLU, et plus spécifiquement aux zones U, comprenant le nouveau secteur UCa concerné par les OAP.

Les articles suivants du règlement des zones urbaines seront ainsi modifiés afin de prendre en compte les dispositions prévues dans la future OAP d'entrée de ville du quartier de Hourque.

- Le préambule de la partie A, relatif aux destinations des constructions, usages des sols et natures d'activité.

A) DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

La zone U comprend les secteurs suivants :

- les secteurs UA correspondant aux centres bourgs historiques,
- les secteurs UAa correspondant aux hameaux historiques,
- les secteurs UAt correspondant à la station thermale des Eaux Chaudes,
- les secteurs UB correspondant aux faubourgs historiques,

- le secteur UBh correspondant à une zone d'accueil d'équipements hôteliers et de résidences seniors,
- le secteur UBt correspondant aux activités thermales, touristiques et de loisirs,
- les secteurs UC correspondant à l'urbanisation plus récente en 3ème couronne,
- les secteurs UCa avec prescriptions de hauteur et d'implantation spécifiques,
- les secteurs UD correspondant à des urbanisations existantes dispersées,
- le secteur UT correspondant à l'urbanisation de la station de ski d'Artouste,
- les secteurs UX correspondant aux zones d'activités,
- les secteurs UG correspondant aux campings,
- le secteur UY correspondant à la zone d'activité industrielle d'hydroélectricité,

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie A).

- L'article 1 (partie A) relatif à l'interdiction de certaines destinations ou sous-destinations concernant les constructions.

Sont interdits dans les zones UA, UAa, UA_t, UB, UB_t, UC, UCa, UD, UT :

- les constructions et installations à usage agricole et d'élevage, à l'exception des cas fixés à l'article 2,
- les constructions et installations à usage industriel,
- les terrains de camping, de caravaning, les parcs résidentiels de loisirs, et les habitations légères de loisirs, les mobil-homes,
- le stationnement des caravanes isolées, non lié à une habitation,
- les installations classées à l'exception des cas fixés à l'article 2,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les dépôts de véhicules et de matériaux,

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie A, article 1).

- L'article 2 (partie A) relatif aux conditions particulières concernant certaines constructions.

[...]

Sont autorisées dans les zones UA, UAa, UB, UC, UCa :

- Les constructions et aménagements à vocation d'habitat permanent ou saisonnier, d'activité hôtelière, d'activités commerciales et artisanales, d'équipements publics, de bureaux et de services ainsi que leurs annexes, à condition qu'elles s'intègrent dans le tissu urbain, **et qu'elles soient compatibles avec les dispositions inscrites aux Orientations d'Aménagement et de Programmation ;**
- Les aménagements, réfections et mise aux normes de bâtiments agricoles existants.

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie A, article 2).

- L'article 3 (partie A) relatif à la mixité fonctionnelle et sociale.

Dans les zones UA, UB, UC, UCa :

- En application de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, sont autorisées les opérations d'ensemble à usage d'habitat qui entraîne la création de plus de 500 m² de surface de plancher ou de plus de 4 lots, à condition que :
 - 25 % au minimum (arrondi à l'entier supérieur) de la surface de plancher soit affectée au logement social ou à l'accession à la propriété.
 - Dans le cadre d'une demande de permis d'aménager ou d'une déclaration préalable, cette surface de plancher pourra être répartie sur un ou plusieurs lots, et devra figurer sur le plan de masse de l'opération.

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie A, article 3).

- L'article 1 (partie B) relatif à la volumétrie et à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

[...]

En zone UC, UD, par rapport à la R.D. 934 hors espaces urbanisés :

- 35 m minimum par rapport à l'axe de la voie, pour les constructions à usage d'habitation,
- 25 m minimum par rapport à l'axe de la voie, pour les constructions destinées à un autre usage.

En secteur UCa :

Le recul des constructions par rapport à la R.D. 934 sera compatible avec les prescriptions d'implantation indiquées aux Orientations d'Aménagement et de Programmation.

- Pour les constructions à vocation d'habitation :
 - 35 m minimum par rapport à l'axe de la voie, sur le secteur UCa de Hourque.
- Pour les constructions à vocation d'activités, d'équipements public, de bureaux et de services :
 - 25 m minimum par rapport à l'axe de la voie, sur le secteur UCa de Hourque.

En zones UB, UC, UCa, UD :

- Toute construction ou installation, balcons et débords de toit non compris, doit respecter un recul :
 - soit par rapport à l'alignement actuel ou futur des voies existantes ou à créer ou des limites des emprises publiques,
 - soit défini en fonction des reculs des constructions sur les parcelles voisines.

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie B, article 1).

- L'article 1 (partie B) relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.

[...]

En zones UAa, UB, UBh, UBt, UC, UCa, UD, UX, UT :

- **Les constructions doivent être implantées :**
 - soit en limite séparative,
 - soit à une distance des limites séparatives, comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative, égale à la moitié de la hauteur (H/2), sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
- Les annexes ne sont pas règlementées.

En zones UA, UAa, UAAt, UB, UBh, UBt, UC, UCa, UD, UX, UT :

- **Des implantations différentes sont autorisées :**
 - dans les lotissements et ensembles d'habitations, par rapport aux limites séparatives entre deux lots, (l'article R151-21 du Code de l'urbanisme ne s'applique pas).
 - pour les aménagements et agrandissements de constructions existantes à la date d'approbation du présent Plan Local d'Urbanisme, à condition qu'elles ne nuisent pas à la sécurité, ni ne diminuent le retrait du bâtiment existant.
 - dans les secteurs touchés par le périmètre de protection des Monuments Historiques, suivant la configuration particulière du tissu bâti ou des lieux, et conformément à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France.
 - en fonction des contraintes du PPRN, de la topographie des lieux, ou des considérations techniques spécifiques.

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie B, article 1).

- L'article 1 (partie B) relatif à la hauteur des constructions.

[...]

Dans les zones UAa, UB, UBh, UBt, UC, UD :

- La hauteur d'une construction ne peut excéder 4 niveaux superposés au-dessus du sol existant + combles (R+2+combles).

Dans les secteurs UCa :

- La hauteur d'une construction ne peut excéder 11 m au faîtage ou à l'acrotère par rapport au point le plus bas du terrain naturel.

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie B, article 1).

- L'article 2 (partie B) relatif aux clôtures.

Dans les zones UC, UCa, UD :

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant et conformes au règlement du PPRN.

Dans les zones UD, elles seront de préférence végétalisées.

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie B, article 2).

- L'article 4 (partie B) relatif au stationnement.

1- Dans les zones UA, UAa, UAt, UB et UBt : Non règlementé.

2- Dans les zones où le stationnement est règlementé :

Les places réservées au stationnement des véhicules doivent correspondre aux besoins des constructions admises dans la zone et être réalisées en dehors des voies ouvertes à la circulation publique.

Les normes correspondantes sont les suivantes :

La superficie à prendre en compte pour une place de stationnement est de 25 m², y compris les accès et les dégagements.

Il est exigé, selon l'usage ou la destination de la construction :

Dans les zones UC, UD, UT :

- Habitations :

- pour les constructions à usage d'habitation individuelle, deux places de stationnement par logement,
- pour les constructions à usage d'habitation collective, 1 place par tranche de 60 m² de surface de plancher avec un minimum de 1 place par logement,
- pour les logements sociaux : 1 place par logement.

Dans le secteur UCa :

- Habitations :

- pour les constructions à usage d'habitation, deux places de stationnement par logement privé,
- pour les constructions à usage d'habitation, une place de stationnement visiteur pour deux logements privés,
- pour les logements sociaux : 1 place minimum par logement locatif social.

[...]

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie B, article 4).

- L'article 2 (partie C) relatif aux autres réseaux.

[...]

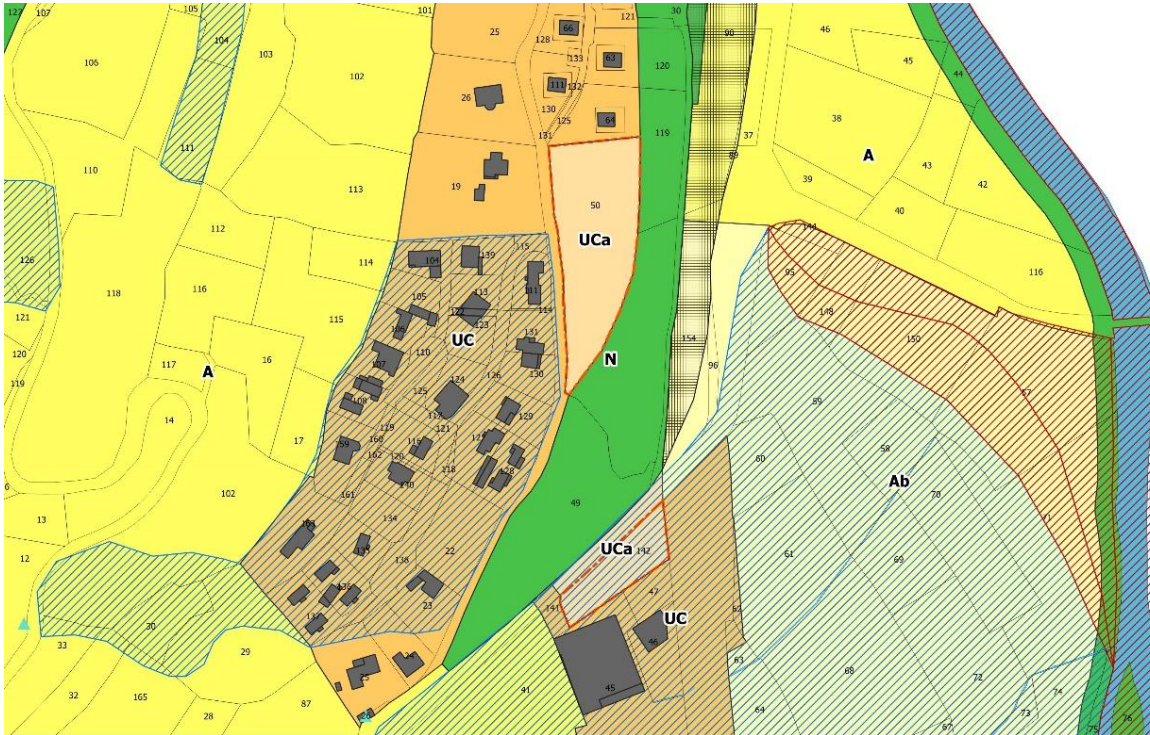
Dans les zones UB, UC, UCa, UD, UT :

Au-delà de 5 lots, des aires ou des locaux de collectes des déchets ménagers doivent être prévues.

Proposition de modification du règlement écrit (Zones U, Partie C, article 2).

4.2.2. Le projet de révision du règlement graphique

Le règlement graphique doit également être modifié afin de faire évoluer le zonage des parcelles cadastrées section AK n°50 et 142 de la zone UC vers le secteur UCa. La modification du plan de zonage permettra par ailleurs, d'intégrer le périmètre d'application de l'OAP sectorielle du quartier de Hourque.



Proposition de modification du règlement graphique, au niveau du quartier de Hourque.

5.CONCLUSION

L'analyse du potentiel constructible au sein des zones urbaines délimitées dans le document d'urbanisme a montré qu'il existait des réserves foncières pour répondre à très court terme à la requalification des «entrées de ville». Il est cependant nécessaire d'adapter les conditions d'aménagement de ces terrains dans le respect de l'environnement des lieux.

Dans la continuité des orientations et objectifs du PLU en vigueur et afin de prévoir l'accueil de nouvelles populations et activités à court et moyen terme, la Commune souhaite donner la possibilité d'aménager ces terrains situés en entrée de bourg, en inscrivant ce projet dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU de Laruns.

L'urbanisation de ces terrains s'inscrit en cohérence avec les constructions déjà existantes (lotissement d'habitations, zone commerciale).

Si le choix de ce site s'inscrit en toute logique dans la continuité des réflexions menées par l'actuel PLU, cette localisation présente l'intérêt de requalifier l'entrée de bourg principale sur la commune en améliorant la qualité paysagère et urbaine.

L'urbanisation de ces emprises foncières apparaît comme étant compatible avec le respect des objectifs de :

- préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières,
- préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard,
- protection contre les risques naturels.